

EDITORIAL

Près de la fin d'une première année d'activité du MDE, il n'est pas inutile, sinon de rappeler le chemin parcouru (suffisamment marqué par nos Bulletins, la progression de leur vente et de leur volume...) du moins d'examiner le degré d'influence auquel le MDE a pu aujourd'hui parvenir, de montrer à quel niveau et avec quels moyens, il peut désormais raisonnablement espérer poursuivre son action; d'indiquer enfin quels problèmes, quelles responsabilités aussi sa croissance va l'obliger d'affronter.

Le vendredi 21 octobre, bien que les cours n'aient pas encore repris, le MDE réussissait à entraîner une centaine de jeunes, en majeure partie universitaires, dans une manifestation contre la projection du film "L'homme des fusées secrètes", dont les auteurs s'efforçaient de dédouaner moralement le héros : l'ancien nazi W. von Braun, créateur des V2. A une exception près, tous les chroniqueurs cinématographiques lausannois ont relevé soit la faiblesse esthétique de ce film, soit son caractère belliciste et anti-intellectuels, d'autant plus pernicieux que les arguments que le scénario développait étaient fondés sur des falsifications historiques délibérées que le grand public n'était pas en mesure de rectifier.

Le retrait du film de l'affiche, le lendemain, concrétisait le succès de la manifestation et retenait l'attention de différents journaux suisses ou étrangers.

Le plus important, toutefois, demeure que la réussite dépassa le résultat. Elle démontra que malgré les examens (tous réussis, merci !) qui accaparaient bon nombre de ses membres et quasiment tout son comité, le MDE avait, après 10 mois d'activité, rassemblé assez d'énergie et de sympathies, disposait d'une expérience suffisante pour se trouver en état de lancer, à une mauvaise période et en un temps limité, une manifestation publique importante, d'un genre ici inusité, et qui, pas un instant, malgré les risques, ne déborda du cadre légal.

Par voie de conséquence, cette démonstration devait, d'une part, grandement encourager le MDE à se jeter dans l'organisation du premier meeting suisse d'information et de solidarité avec le peuple algérien en lutte pour son indépendance, et, d'autre part, faciliter les contacts du MDE avec les dirigeants des partis de gauche romands, favorablement impressionnés. Ceux-ci, depuis des années, n'avaient plus participé à une manifestation dans l'unité, quand le MDE leur demanda de se joindre tous à lui le 1er novembre.

De la manifestation elle-même (qui groupa plus de 500 personnes), des interdictions d'orateurs étrangers qui la précéderent et créèrent un climat publicitaire favorable (à la réalisation duquel ont d'ailleurs contribué le goût répandu parmi les journalistes lausannois pour la liberté d'expression et les relations sociologiques, d'origine souvent académiques, nouées entre eux et leurs cadets) de tout cela, la presse a suffisamment parlé pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir maintenant: les interpellations socialiste et popiste déposées au Grand Conseil le 14 novembre contre les interdictions décidées par le Département de Justice et Police pouvant amener de nouveaux éléments. D'ores et déjà, on nous assure qu'une demande d'autorisation pour une conférence de M. Gaston Deferre, prévue depuis longtemps par le Parti socialiste vaudois, aurait été, par le Département de Justice et Police, transmise au Conseil Fédéral, qui se serait réuni au cours d'une séance ad hoc. Si cette information est exacte, outre qu'elle représenterait un développement, imprévu, nous semble-t-il, de la notion de fédéralisme, elle ne manquerait pas de démontrer l'ampleur que peuvent susciter des décisions des étudiants lausannois.

Mais nous aimerions plus précisément ici évoquer quelques aspects de la situation créée, au sein de l'ensemble des étudiants, par les événements relatifs au 1er novembre. Il a été, à titre personnel et courtoisement d'ailleurs, reproché au MDE, par un membre de l'ancien Bureau de

l'AGEPUL, d'avoir, dans un tract imprimé, distribué à 10.000 exemplaires à Lausanne les 26 et 27 octobre, et appelant au soutien de l'UNEF et à la manifestation en Suisse d'actions concrètes en faveur de la paix en Algérie, d'avoir cité, à titre d'exemple, un passage d'une motion présentée par l'UNES et acceptée à l'unanimité par la 9e Conférence Internationale des Etudiants réunie cet été à Klosters, et qui disait: "La CIE fait appel à toutes les Unions Nationales pour célébrer le 1er novembre comme journée de solidarité internationale avec les étudiants algériens en lutte et demande aux Unions Nationales d'entreprendre des actions concrètes auprès de l'opinion publique et leur gouvernement pour hâter la fin de la guerre d'Algérie."

Nous ne répéterons pas ici pourquoi nous jugeons infondé le reproche qu'on nous a fait. Personne d'autre, d'ailleurs, ne s'y est associé. La Feuille d'Avis de Lausanne, d'autre part, n'a-t-elle pas, le 29 octobre, publié sur 4 colonnes une déclaration de la CIE en appelant à l'opinion, même non étudiante, pour manifester le 1er novembre en faveur de la cause algérienne?

Ceci dit, nous avons une autre raison encore, extra-algérienne, de citer la motion rédigée par les représentants de la majorité de l'UNES. Nous avons voulu sortir de l'armoire un cadavre qui commençait à puer. En rendant public un texte que la majorité de l'UNES n'avait pas l'intention d'appliquer (et n'a pas appliqué) nous avons entendu faire éclater au grand jour l'hypocrisie des dirigeants des sections représentées au bureau de l'UNES, qui se réclament de l'apolitisme pour contrer les progrès du syndicalisme étudiant en Suisse romande. Ils ont qualifié ses idéaux, par la bouche de Hans Yenny, Président du Poly de Zurich, de "ton... (qu') on n'a plus entendu depuis la grève générale de 1918" (VU février 1960). Mais ils n'hésitent pas à rédiger des motions opposées à la politique étrangère d'états occidentaux, lorsqu'ils peuvent, par ce moyen, abuser l'opinion des Unions d'étudiants du tiers-monde, et, en s'assurant leurs votes, s'emparer du siège détenu à l'exécutif de la CIE par l'UNEF, dont les prin-

cipes syndicalistes déplaisent en particulier aux anglo-saxons. Sale manoeuvre de réaction, soif de prébendes qui, une fois dessillés les yeux des étudiants - demain dirigeants - des pays neufs, portent durement atteinte au prestige de l'UNES. Par un pas, que certains auront peut-être malheureusement franchi, ces manoeuvres sont de nature à compromettre la réputation de la Suisse et à faire suspecter la sincérité de sa politique étrangère. Nous nous devions de réagir.

Il s'agissait aussi pour nous de faire comprendre que les contradictions de la majorité de l'UNES, ses grands principes interchangeables selon les circonstances, obéissent à une cohérence interne secrète : le refus du syndicalisme étudiant et de son contenu ici le plus important : la démocratisation de l'enseignement, acte de justice, de raison et d'intérêt national.

Quant aux remous suscités parmi les étudiants lausannois par la décision de l'UEL d'inviter F. Desouches de l'UNEF, entendons-nous bien. Le MDE ayant été jusqu'à maintenant implanté surtout à l'AGECITE c'est vers le Bureau de celle-ci qu'il se tourna au début d'octobre pour lui demander s'il entendait faire quelque chose le 1er novembre. Le Bureau de l'AGECITE ne voulut pas à ce moment-là aller au delà d'un communiqué qui aurait repris l'essentiel d'un article déjà publié dans le No 7 des VU, mais il demanda néanmoins aux délégués s'ils avaient des suggestions à faire. En attendant la réponse de ceux-ci et pour susciter une situation à leur cause peut-être plus favorable à l'AGEPUL, des membres du MDE, étudiants en architecture, demandèrent et obtinrent une réunion de la Masse. Celle-ci, écartant de peu une motion demandant de se rallier purement et simplement au MDE, décida une action d'entraide et d'information sur la situation des étudiants algériens dans le cadre officiel de l'UEL. Cette prise de position à la base devait se traduire concrètement le 29 octobre à la réunion du Bureau et des Présidents de Facultés et d'Ecoles de l'UEL par la décision d'organiser

une vente de coupons en faveur des étudiants algériens réfugiés et de mettre sur pied une conférence-débat de Desouches sur le thème " L'UNEF face au problème algérien". Ce faisant, l'UEL restait parfaitement dans le domaine qui était le sien des affaires étudiantes. Que l'UEL ait distribué aux étudiants l'essentiel ronéotypé de la conférence de Desouches ne signifiait pas qu'elle endossait l'ensemble des opinions exprimées par l'auteur. Elle l'a fait dans un but d'information et peut-être, dans l'esprit de certains de ses membres, nous semble-t-il, contre le principe de l'interdiction. Cette décision de l'UEL a soulevé l'ire de certains étudiants français et de leurs amis au nouveau Bureau de l'AGEPUL, élu en juin 1960 et prêt à fonctionner. Ils se lancèrent dans une action aussi brouillonne que mal menée. Référendum-piège, bien dans la manière gaulliste, dont voici le texte : " Estimez-vous que l'activité de l'ancien bureau de l'AGEPUL, lors des manifestations du 1er novembre, est en contradiction avec l'article 2 des statuts de l'AGEPUL, affirmant que :

"...elle est neutre en matière politique, raciale et religieuse"

et approuvez-vous l'intention du nouveau Bureau de s'abstenir désormais de telles prises de position ?

OUI

NON

"

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que certains membres de l'ancien Bureau de l'AGEPUL, toujours en fonction parce que non encore déchargé, paraissent avoir appuyé concrètement l'organisation de ce référendum, lancé une fois de plus soi-disant au nom de l'apolitisme, mais en fait contre la ligne syndicaliste générale suivie par l'UEL. Or l'ancien bureau de l'AGEPUL avait approuvé la publication de la conférence Desouches : "Je suis oiseau voyez mes ailes, je suis souris vivent les rats".

On peut se demander jusqu'à quel point il ne s'agissait pas de la part de certains membres de ce bureau d'une provocation; de toute façon, la ficelle était trop grosse. L'ancienne assemblée des délégués de l'AGEPUL, toujours en fonction, son bureau n'étant, nous l'avons dit, pas

déchargé, a pris le 14 novembre les décisions suivantes :

- reconnaissance par l'assemblée des démissions de 6 membres de l'ancien Bureau (NB: démissions occasionnées par leur opposition au lancement du référendum) ce qui entraîne la dissolution totale de ce bureau.
- reconnaissance de la demande de refus d'investiture du nouveau bureau, élu régulièrement en juin 1960, et prêt à fonctionner.
- création d'un comité d'enquête, en liaison avec un comité juridique, de 5 membres choisis parmi des membres de l'AGEPUL, chargés de :
 1. enquêter sur les responsabilités personnelles dans l'affaire du 1er novembre.
 2. régler les affaires courantes.
 3. organiser les élections en faveur d'un nouveau Bureau qui doit fonctionner dans 3 semaines.

Les membres actifs de l'ancien Bureau chargés de certaines affaires telles que l'entraide, la photocopie, les finances, demeurent provisoirement dans leurs fonctions.

Nous publions ces informations sous la propre responsabilité du MDE. Si quelques détails inexacts s'y trouvaient glissés, que l'on ne l'impute qu'au fait que le rédacteur de cet article n'a pas pu suivre personnellement les débats.

Quelles conclusions tirer de ces événements ?

1. Qu'une fois de plus l'apolitisme est le masque des adversaires du syndicalisme étudiant.
2. Que nous pensons que le Bureau de l'UEL aurait intérêt à informer davantage la base étudiante qui lui est fidèle dans son écrasante majorité; mais qui, faute de moyens assez réguliers et puissants d'information, n'est pas suffisamment éclairée en général sur la politique du Bureau de l'UEL. Ce qui risque de la mettre à la merci de manoeuvres comme celle que nous venons de dénoncer.

Si le groupe syndicaliste dirigeant venait à être attaqué avec hardiesse et détermination et d'une manière

plus dangereuse que maintenant par ses adversaires, sous un prétexte quelconque, afin de mettre un terme à la politique qui a abouti à l'adoption du rapport Oguey sur la démocratisation de l'enseignement, ces dirigeants syndicalistes seraient mal armés pour résister facilement en faisant appel à la base étudiante, si celle-ci ne comprend pas suffisamment l'intérêt et toutes les imbrications du conflit éventuel.

3. Qu'il faudra peut-être un jour, lorsqu'il y aura assez d'étudiants pleinement conscients de ses avantages, envisager la participation à l'UEL sur la base de l'adhésion volontaire.

Sylvain Goujen

* * *

EXPOSE DE B. ANTENEN

C'est avec plaisir que nous reproduisons le texte de l'exposé prononcé par notre camarade Bernard Antenen lors de l'assemblée d'information sur la guerre d'Algérie, le 1er novembre 1960.

Mesdames, Messieurs,
Aujourd'hui 1er novembre 1960, la guerre d'Algérie entre dans sa septième année. Les souffrances du peuple algérien défient toute tentative de description. Nous nous contenterons donc, pour dresser le bilan humain de 6 années de guerre, de parler le froid langage des chiffres.

Ce bilan est accablant :

Côté français, le seul chiffre officiel jamais publié indiquait il y a quelques mois -	12.000 soldats tués.
Côté algérien	-800.000 tués
	-200.000 personnes dans les prisons, centres militaires d'internement, centres de transit et de triage, centres d'hébergement.
	-1.000.000 dans les centres dits de regroupement.
	-300.000 réfugiés en Tunisie et au Maroc.

Au total, plus du tiers de la population a été physiquement touché.

C'est ce bilan que Pierre Gaudez, président de l'UNEF, dressait l'autre jour au meeting de la Mutualité, dans les termes suivants :

"L'Algérie est le lieu même où se jouent les drames les plus profonds. Les morts d'abord, nombreux des deux côtés, le génocide dont on nous cache l'ampleur et la permanence, la torture que rien, pas même les attentats ne peut justifier; les populations arrachées à leur foyer, à leur vie, et regroupées en des camps dits d'hébergement qui tiennent de l'univers concentrationnaire..." (LE MONDE, 29 octobre 1960)

Sur la plan politique, le bilan est catastrophique : Alors que la France se félicite à juste titre d'avoir

mené à l'indépendance une quinzaine de pays africains, celle-ci est refusée à ceux-là mêmes qui par leur lutte ont rendu possible une telle évolution.

Le principe de l'autodétermination, bruyamment affirmé il y a une année avant la session de l'ONU, est aujourd'hui encore quotidiennement nié dans les faits. Dernier venu, le slogan de "L'Algérie algérienne" sert en réalité à permettre la continuation de la guerre contre ceux qui furent les premiers à dégonfler le mythe de l'Algérie française.

En France même, profitant du désarroi d'une opinion divisée, le fascisme, né de la guerre et nourri par elle, s'organise et prépare ouvertement la prise du pouvoir. L'UNEF a dénoncé les conséquences morales et politiques qu'entraîne pour la France et la jeunesse la poursuite de la guerre :

"Voilà donc où nous a conduit le conflit algérien : Une jeunesse divisée, un avenir économique gravement hypothéqué, des milliers de morts, plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants parqués sans moyens de subsistance, la disparition progressive de toutes les libertés(.....) jamais les valeurs de la Démocratie que nous apprenons sur les bancs de l'Université n'avaient été aussi menacées."

("Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie" p. 88)

Ainsi, à l'injustice et à l'absurdité de la guerre coloniale vient s'ajouter le péril fasciste.

Sur le plan international, enfin, cette guerre, dont il fut longtemps prétendu qu'elle était affaire purement française, devient chaque jour davantage le problème de tous. Les incidents quotidiens aux frontières tunisiennes et marocaines, le plan Bourguiba d'unification en un seul Etat de la Tunisie et de l'Algérie, le voyage du président du GPRA, Ferhat Abbas, à Pékin et Moscou, l'annonce d'une aide chinoise et soviétique imminente, sans même préjuger d'une possible condamnation de la politique française par l'ONU, démontrent de façon péremptoire que la guerre d'Algérie a définitivement cessé d'être une affaire purement française, si tant est qu'elle le fut jamais.

L'internationalisation du conflit, toujours plus vraisemblable au fur et à mesure que s'éloignent les chances de

paix, fait courir à l'humanité des risques certains, sans qu'il soit nécessaire d'évoquer le spectre d'une guerre généralisée.

Dès lors, il apparaît que la guerre d'Algérie est notre problème à tous. Il appartient à l'opinion publique de tous les pays de peser de toutes ses forces en faveur d'une solution négociée. Cette solution, c'est l'auto-détermination, précédée d'un accord sur les conditions politiques du cessez-le-feu.

Le peuple français, et au premier rang la jeunesse et les étudiants, exprime avec une énergie croissante sa volonté de paix.

Dans ces circonstances, il est nécessaire que tous ceux qui ont compris que le temps du colonialisme, même déguisé, est révolu, il faut que tous ceux qui ne tolèrent pas qu'un nouveau fascisme naisse des cendres de l'aventure coloniale, il faut que tous les démocrates, quel que soit leur pays, manifestent leur solidarité au peuple algérien et au peuple français dans leur lutte, dont nous croyons que les objectifs, à long terme, se confondent. Tant il est vrai, comme le dit Hafid Kéramane, dans "La Pacification", qu'"il n'y a pas de peuples ennemis". Devant les dangers que comporte la prolongation de la guerre, l'opinion publique internationale a un rôle positif à jouer. C'est non seulement son droit et son devoir, c'est aussi son intérêt.

C'est ce que semble craindre le gouvernement français qui, pour justifier son action aux yeux de ses alliés, utilise à nouveau la vieille artillerie anticommuniste. N'est-ce pas le Premier ministre Debré qui, faisant siennes, dans un récent discours, les thèses des services d'action psychologique, affirmait que la France, en Algérie, défend l'Occident ? Comment, dans ces conditions, ne pas sentir nous aussi, Suisses, notre responsabilité morale engagée, quand le Président de la Confédération, M. Max Petitpierre, déclarait dans son discours du 1er août :

"Nous appartenons à l'Europe, nous nous réclamons de la civilisation occidentale du Christianisme. Ils

sont en jeu maintenant et avec leur destin, le nôtre est en cause..." ?

S'il faut croire ces affirmations - et pourquoi les mettrait-on en doute? - il faut également admettre que le génocide, pour reprendre le terme du président de l'UNEF, qui se commet en Algérie se commet en notre nom. Sinon, quel crédit faut-il accorder aux mots et aux valeurs qu'ils expriment ? Notre neutralité ne doit pas être un alibi, elle ne doit pas être le prétexte à une abstention confortable, à une indifférence non seulement égoïste, mais également complice. Faut-il rappeler que cette neutralité, au nom de laquelle d'aucuns nous contestent le droit moral d'exprimer publiquement notre avis et de manifester notre solidarité, n'a pas empêché certains milieux de notre pays de participer à l'exploitation colonialiste ? Faut-il rappeler qu'une compagnie genevoise possédait jusqu'à ces dernières années plusieurs milliers d'hectares de terres dans la région de Sétif ? Faut-il rappeler également les emprunts périodiquement lancés dans notre pays pour des entreprises d'Afrique du Sud ?

Nous devons le proclamer : La neutralité n'implique pas la licence du porte-monnaie et la mise en conserve des esprits. Il fut un temps où la neutralité se manifestait par le courage et la clairvoyance. En ce temps-là, au milieu d'une Europe hostile et réactionnaire, la Suisse accueillait les réfugiés politiques, ceux-là mêmes qui allaient faire dans leur patrie la révolution de 1848, après l'avoir souvent préparée dans notre pays.

Nous devons reconnaître que les cantons qui les protégeaient ne manquaient pas de cran. Aujourd'hui, l'on expulse Francis Jeanson, on expulse les insoumis et les Algériens susceptibles d'avoir des activités politiques. Enfin, l'on interdit à Claude Bourdet et au représentant de l'UNEF de prendre la parole. Quant à ceux qui ne sont pas expulsés, ils sont en butte aux tracasseries administratives et policières. Voici ce qu'écrivait à ce propos "LE PEUPLE" du 22 septembre : "Pour les Algériens, pour les opprimés de partout, la Suisse est, à distance, une terre de liberté, de paix et de fraternité. A distance seulement, hélas ! car les

vieilles traditions d'humanité dont on se vante n'ont plus cours que pour certaines victimes du communisme. Plus cours, mais plus du tout, lorsqu'il s'agit de réfugiés algériens. Tous se plaignent de l'ingérence continuelle et abusive de la police suisse qu'on pourrait croire parfois au service de la France.

On en vient à se demander ce que sont devenues nos vieilles traditions d'hospitalité et de fraternité. Avons-nous à ce point oublié de laisser parler notre cœur, que nous traitons comme suspects, avec dédain, presque avec mépris, ces malheureux Algériens venus chez nous."

Cependant que Kovacs, principal accusé de l'affaire du bazooka, condamné par la justice de son pays, réfugié clandestinement à Montreux, restait, malgré les révélations de la presse française, introuvable pour la police suisse. Cependant qu'au printemps dernier, la crème du fascisme européen pouvait impunément tenir un congrès clandestin à Lausanne.

Ces faits n'échappent pas à l'observateur étranger. Or, au moment où la moitié du globe accède à l'indépendance, au moment où les deux tiers affamés de l'humanité s'apprêtent à juger le tiers nanti, il importe de voir que l'orientation donnée à notre pays n'échappe pas à ce jugement.

Il importe que notre pays montre, par son attitude, qu'il n'est en rien complice du colonialisme, mais qu'il entend au contraire contribuer, sans paternalisme, au progrès des peuples nouvellement indépendants ou en voie de libération. Sans même parler de la fameuse aide aux pays sous-développés, qui revêt une importance immense, mais qui ne sert pour le moment chez nous qu'à alimenter les discours de cantine - quand on ne la conçoit pas sous l'aspect d'une charité dégradante et stérile -, il est possible de créer dans notre pays autour de la cause des peuples colonisés ou récemment libérés, et au premier chef autour de la cause algérienne, un climat de chaleureuse sympathie, annonciateur d'actions positives. Il faudrait à cet effet que la presse fasse un grand effort d'objectivité, non seulement dans ses éditoriaux, mais

aussi dans ses sources d'information, trop souvent limitées à la seule Agence France-Presse. Il est regrettable en particulier de voir que Radio-Lausanne, dont les émissions concernant le problème algérien donnent l'exemple d'une information variée et solide, soit en butte à des attaques de presse renouvelées de style fascisant. Mais nous ne pensons pas que ce climat de compréhension puisse naître du simple vote de résolutions destinées souvent à abuser une partie de l'opinion étrangère. Nous devons à cet égard stigmatiser l'attitude de l'actuelle direction de l'UNES qui, non seulement, a voté la résolution de la neuvième CIE, réunie cet été à Klosters, mais en a même présenté le projet à la Conférence. Cette résolution faisait "appel à toutes les Unions Nationales pour célébrer le 1er novembre comme journée de solidarité internationale avec les étudiants algériens en lutte" et demandait "aux Unions Nationales d'entreprendre des actions concrètes auprès de l'opinion publique et de leur gouvernement pour hâter la fin de la guerre d'Algérie".

L'UNES n'en a rien fait. Une telle attitude porte ombrage non seulement aux relations entre étudiants, mais aussi aux relations de la Suisse et de l'Algérie.

Le Mouvement Démocratique des Etudiants estime que seule une campagne systématique d'information et de désintoxication auprès de l'opinion permettra de créer ce climat de sympathie autour de la cause algérienne. Il adresse en cela un appel aux partis politiques, aux milieux syndicaux et à la presse.

Il est un domaine où notre sympathie peut se manifester concrètement : c'est à l'égard des étudiants algériens en Suisse. Leur situation est des plus pénibles. Situation embrouillée s'il en fut. Algériens, il est légitime qu'ils se refusent à être considérés comme Français. Mais pour les autorités suisses, l'Algérie n'existant pas en tant qu'Etat, on ne peut les considérer comme algériens. Ce ne sont pas non plus des apatrides, leur patrie étant l'Algérie, leur gouvernement le GPRA. Ils ne bénéficient donc pas des grands avantages qu'offre le passeport suisse

pour apatrides (comme les Hongrois). C'est pourquoi à cette situation alarmante, il faut répondre par notre générosité, sous forme de bourses au bénéfice de ceux qui formeront demain l'élite de la nation algérienne. Le MDE espère que la manifestation de ce soir contribuera au réveil de l'opinion suisse, il espère que son initiative sera reprise par d'autres dans d'autres régions de Suisse. Il rappelle qu'en d'autres circonstances, pendant la première guerre mondiale, un journal, la Gazette de Lausanne, avait lancé le slogan "Neutres, mais pas pleutres". Il rappelle que la neutralité implique l'objectivité, la justice et la solidarité. Il souhaite avoir contribué, à son échelle, à populariser la cause algérienne et à préserver les chances d'amitié entre la Suisse et l'Algérie de demain.

Vive la solidarité internationale étudiante !
Vive la lutte de la jeunesse et des démocrates de France !
Vive le peuple algérien en lutte pour son indépendance !

Bernard Antenen

* * *

Plusieurs messages nous sont parvenus de France à l'occasion de la manifestation du 1er novembre.
Les voici :

Bernard DORT

La poursuite depuis plus de 6 ans d'une guerre coloniale et raciste que le Gouvernement français mène en Algérie ne se traduit pas seulement par l'effritement des institutions démocratiques françaises, par la fascisation progressive de l'armée et d'une partie du pays, par la dé-moralisation d'une jeunesse contrainte d'y prendre directement part, elle a aussi une conséquence sournoise, apparemment plus frivole, mais qu'il importe à des écrivains de relever car elle les concerne en quelque sorte professionnellement.

Cette guerre s'accompagne en effet d'un étrange phénomène: la perversion du sens des mots, la négation de tout langage. La guerre est dite "pacification", l'oppression "fraternisation", les combattants algériens, condamnés en droit commun, sont baptisés tantôt rebelles, tantôt insurgés. La torture s'appelle "rééducation" et les camps de concentration "camps de regroupement". Quand on parle d'Algérie française et d'égalité de droits, c'est précisément pour perpétuer l'inégalité et pour souhaiter une France traitée à l'algéroise.

Quant à l'Algérie algérienne, personne ne sait ce que ces mots recouvrent, mais tout le monde sait ce qu'ils excluent: l'Algérie aux Algériens.

Cette perversion du vocabulaire, le Général de Gaulle l'a poussée à son comble, l'élevant à la hauteur d'un moyen du gouvernement dans des discours prétendument littéraires dont la seule fonction est, sous des mirages de rhétorique, de signifier le contraire de ce qu'ils semblent dire. Nul doute que cette dégradation du langage, l'un des signes de l'action dissolvante exercée par la guerre d'Algérie, ne figure au premier plan des motifs qui ont amené intellectuels et écrivains français à manifester leur opposition à la poursuite d'une telle guerre.

* * *

Jean-François REVEL

Le retentissement mondial du manifeste sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie prouve l'extrême sensibilité sur ce point à la fois des pouvoirs publics français et de l'opinion des jeunes. C'est autour du problème de l'insoumission, ou encore de ce que des évêques n'ont pas craint de nommer dans un communiqué le "devoir de désobéissance", que se cristallise l'opposition. Car poser ce problème, c'est poser tous les autres, c'est choisir, par un acte ou une prise de position concrète, la seule attitude que redoute un gouvernement aussi indifférent à l'opinion internationale qu'à l'intérêt national et à la morale la plus élémentaire.

D'autre part, la journée du 27 octobre a démontré l'importance du courant favorable à la paix, et la faiblesse des contre-manifestants d'extrême droite, dont les efforts ridicules suffisent à dissiper le mythe de "de Gaulle dernier rempart contre le coup d'état fasciste." Il est, bien plutôt, le rempart d'une droite algérienne et militaire contre un immense courant de revendications libérales et pacifiques, nettement majoritaires aujourd'hui en métropole. Comment le gouvernement, dès lors, peut-il se considérer comme représentatif ? Et comment de Gaulle peut-il se considérer comme arbitre, quand il fait charger la police contre des manifestants de gauche et laisse l'armée d'Algérie agir sans tenir compte de Paris ? Il existe, à mon avis, un seul moyen de sortir de cette situation : le retour à l'information totalement libre, suivi, au bout de six mois, par l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel vrai.

* * *

Arthur ADAMOV

Un Français qui réfléchit, ne serait-ce qu'un peu, ne doit pas pouvoir supporter l'idée de la poursuite de cette guerre, indéfendable à tous les points de vue : historique, politique, moral etc. Il ne s'agit pas d'avoir bonne conscience parce qu'on a signé le "manifeste des 121", ni mauvaise parce qu'on ne l'a pas signé. Mais chacun, qu'il le veuille ou non, sait très bien qu'il n'a plus le droit de se désintéresser d'une situation catastrophique tant pour la France que pour l'Algérie, et plus particulièrement pour les jeunes Français et les jeunes Algériens. Mais bien entendu les prises de position personnelles ne suffisent pas. Seule une action unie - et quand je dis "unie", j'entends, bien sûr, une action menée enfin en commun par les communistes et la gauche non communiste - peut être efficace.

* * *

Monsieur Claude BOURDET, directeur politique de l'hebdomadaire "France-Observateur", qui n'a pu prendre la parole le 1er novembre par suite de l'interdiction prononcée par le chef du Département du Justice et Police du canton de Vaud, monsieur L. Guisan, nous a adressé la lettre suivante :

Monsieur le Président,

Je viens de recevoir une lettre du Département de Justice et de Police du canton de Vaud me refusant l'autorisation de prendre la parole demain 1er Novembre à la Salle des Vingt-deux Cantons à Lausanne sur le problème algérien, à l'occasion de votre réunion. Cette décision se fonde sur certains arrêtés fédéraux visant à empêcher les actes de nature à compromettre les relations de la Suisse avec un Etat étranger. Je suis donc au regret de ne pouvoir venir parmi vous.

Cette décision me touche d'autant plus que, descendant par ma mère d'une vieille famille de Poschiavo dans le canton des Grisons, ayant moi-même fait mes études d'ingénieur à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich, j'ai toujours considéré un peu la Confédération Helvétique comme ma seconde patrie; certains membres de ma famille maternelle ont même pu redevenir citoyens suisses, ayant conservé leur droit à la bourgeoisie.

Mais ces considérations sentimentales n'ont guère de place ici : la décision du Département de la Justice et de la Police aurait le même caractère de gravité s'il s'agissait de n'importe quel autre citoyen de n'importe quel autre pays. Peut-être me trompé-je, mais il me semble que les questions de la Démocratie et de la Liberté, fondamentales en Suisse, sont d'une certaine manière en cause. J'ai pu faire des conférences sur ce même sujet brûlant dans nombre de pays étrangers, en Angleterre, en Italie, en Belgique, et tout récemment encore aux Etats-Unis sans que le gouvernement de ces pays estime que les relations de leur Etat et de la France en seraient compromises. Je sais bien que la Suisse veille d'une manière attentive

sur sa neutralité et comprend celle-ci d'une façon stricte.

Que ceci s'applique dans le domaine diplomatique et militaire me paraît totalement naturel - mais doit-on en tirer comme conséquence que certaines opinions et que certaines informations ne peuvent plus être apportées au public helvétique ? C'est, me semble-t-il, une restriction d'autant plus dangereuse de la liberté et d'une véritable neutralité, que l'impossibilité qui en découle de contribuer à l'information du public lausannois, joue nécessairement à sens unique : il y a partout des problèmes brûlants dans le monde; ne pas en parler sous prétexte de gêner les relations avec tel ou tel Etat revient à apporter une aide directe au statu quo - alors que tout se transforme dans l'univers et que seule une information exacte peut contribuer à ce que les changements se fassent d'une manière pacifique.

L'autre jour, aux Nations Unies, j'ai entendu M. Nikita Krouchtchev se plaindre du manque de liberté qui régnait à New-York, et proposer qu'une réunion prochaine de l'ONU se tienne à Genève; à un autre moment, il a même suggéré que le siège de cette institution y soit transféré. Or, le fonctionnement des Nations Unies nécessite précisément que la plus large liberté d'opinion et de presse, tant pour les nationaux que pour les étrangers, règne dans la ville et si possible dans tout le pays où siège l'Organisation des Nations Unies. Si cette liberté n'est pas parfaite aux Etats-Unis, il est au moins possible, même à des étrangers, d'y débattre certains problèmes et de contribuer ainsi à informer tant les journalistes et le public américain que les journalistes et les diplomates étrangers. D'après le précédent d'aujourd'hui, il ne semble pas qu'il en serait de même en Suisse; ou faut-il alors admettre que la République et Canton de Genève jouit de certains privilèges qui n'existent pas dans le Canton de Vaud ?

*

Si j'étais venu parmi vous, je ne me serais pas étendu, comme le craint toujours la police française et peut-être à sa suite la police fédérale ou cantonale, sur le côté abominable de la guerre d'Algérie, les camps de concentration, les massacres, la torture généralisée; tout ceci est, en dehors de la France, du domaine public; le rapport du Comité International de la Croix-Rouge, la mise en garde récente des Cardinaux et Archevêques de France, tant de rapports, de livres, de témoignages, de documents divers définissent une situation que seuls les plus aveugles des Français veulent ignorer, que seuls les plus maladroits des amis étrangers du gouvernement français veulent cacher.

Ce sur quoi j'aurais insisté, ce qui me paraît le plus important pour votre information à tous, c'est l'analyse du processus qui mène maintenant, avec la sûreté d'un train lancé sur des rails, à la catastrophe intérieure française et à la guerre civile. Avant-hier, le Général de Gaulle, au cours d'entretiens avec des parlementaires de la droite, a déclaré (je cite le journal "Le Monde") "qu'il n'accepterait en aucun cas de conduire à une Algérie indépendante; l'armée ne l'admettrait pas, a-t-il dit, ajoutant que si contre son gré et malgré les perspectives qu'il entrevoit actuellement il devait en aller ainsi, il n'aurait plus sa place à la tête de l'Etat et retournerait à Colombey".

Effrayés de la portée de cette déclaration faite devant plusieurs témoins, les services de la Présidence de la République ont démenti, mais les journaux de dimanche n'ont pris ce démenti lui-même qu'avec des réserves. Il est clair en effet que la situation actuelle devient chaque jour plus inextricable pour un homme qui adopte l'attitude du Général de Gaulle; il est de notoriété qu'en des moments pareils l'idée de la démission hante souvent le chef de l'Etat.

Le fond de l'affaire, c'est celui-ci : d'année en année la durée et l'aggravation de la guerre d'Algérie augmentent la lassitude de la population française qui, dans son ensemble, ne croit même plus de Gaulle capable de résoudre le problème:

sa popularité reste une popularité personnelle; ce n'est plus une espérance. La gauche française s'est enfin réveillée; la reprise des relations entre l'UNEF et les étudiants algériens, les déclarations cet été de 53 organisations de jeunesse, le manifeste des "121", le manifeste lancé par la Fédération de l'Education Nationale, les puissantes manifestations de jeudi dernier dans tout e la France le démontrent surabondamment.

Mais dans le même temps, la politique louvoyante du Général de Gaulle, sa volonté de faire, sans négociations avec le gouvernement provisoire algérien, une Algérie algérienne, donc nécessairement un jour ou l'autre indépendante; mais en s'appuyant pour cela sur tous les fantoches fabriqués depuis 10 ans par l'Administration française, inquiète au plus haut point l'armée et les ultras, sans pour autant ni séduire, ni même rassurer les Algériens eux-mêmes. Dès lors, un groupe important de généraux et d'officiers supérieurs, appuyés par des politiciens comme Pinay et Soustelle qui leur servent de façade, se préparent à remplacer le Général de Gaulle, soit en cas de disparition naturelle, soit en cas de démission, soit en créant eux-mêmes les conditions d'une vacance du pouvoir.

Il serait encore facile à de Gaulle de briser un tel complot - complot au demeurant si général dans les milieux militaires et si peu camouflé qu'on peut à peine parler d'une conspiration. Mais il lui faudrait pour cela s'appuyer énergiquement sur l'ensemble du peuple français, c'est-à-dire sur la totalité des syndicats, sur les partis politiques de gauche, sur les organisations de jeunesse; il lui faudrait le cas échéant relever les centaines de mille soldats du contingent de tout autre devoir d'obéissance, sinon vis-à-vis de lui-même; il lui faudrait mobiliser les Français non pas en aveugles autour d'une confiance en sa personne, mais autour d'un programme de négociations immédiates en Algérie.

À ce prix, il n'y aurait même pas de guerre civile, car que pourraient faire des généraux privés de leurs

troupes contre la quasi-totalité de la Nation ? Mais le lendemain du jour de cette rapide victoire, de Gaulle se trouverait avoir brisé l'armée en tant que machine politique et instrument de pression à l'intérieur de la France; il serait face à face avec les partis et organisations syndicales auxquels il devrait en partie la victoire. Il aurait auprès de tous les Français un prestige encore plus grand qu'en 1945. Mais comme alors, il serait incapable, n'étant pas un véritable homme d'Etat démocratique, de tirer le bénéfice de son prestige. De Gaulle, en bon militaire, ne sait gouverner qu'avec le pouvoir absolu que lui assure l'armée bien mieux qu'une Constitution toujours fragile. Le moindre de vos Conseillers fédéraux saurait admirablement gagner la partie politique avec les seuls atouts du prestige personnel et de l'appui populaire. Lui ne le saurait pas.

C'est pour cette raison fondamentale que de Gaulle n'a jamais voulu envisager une épreuve de force contre l'armée, c'est-à-dire contre le corps des officiers, qui constitue au surplus son véritable parti et sa famille spirituelle. Or, ceci, l'armée le sait. C'est pourquoi elle a osé appuyer la révolte civile d'Alger au mois de janvier 1960, sachant que tout se terminerait par un compromis, finalement à l'avantage des thèses de l'armée : c'est ce qui est arrivé. C'est pourquoi aujourd'hui certains chefs de l'armée participent de près à ce complot et beaucoup d'autres y participent de plus loin, sachant qu'ils pourront aller jusqu'au bout de leurs manoeuvres sans que de Gaulle ose ou veuille jamais, avant qu'il ne soit trop tard, prendre appui sur son seul recours : le peuple organisé.

C'est pourquoi vous allez voir la situation se dégrader de mois en mois en France, le renforcement de la gauche faire pendant à des manoeuvres de plus en plus actives des militaires et d'une extrême droite numériquement faible, mais très riche parce qu'alimentée par les bénéfices de la grande colonisation d'Algérie. C'est pourquoi il n'est pas invraisemblable et il est même malheureusement probable qu'à un moment donné la situation soit tellement détériorée que de Gaulle, ne voulant pas être le chef du

fascisme français, mais incapable de s'appuyer sur le peuple pour briser ce fascisme, renonce une nouvelle fois au pouvoir : ce serait, vous le sentez bien, la guerre civile immédiate.

Il n'y a qu'un moyen d'éviter avec certitude un tel déroulement: c'est que le renforcement de l'action de la gauche française soit tellement rapide et puissant, que les factieux civils et militaires se rendent compte de leur défaite certaine. La journée du 27 a constitué dans ce sens un jalon important. Mais il y a une autre façon de leur inspirer une crainte salutaire, de leur faire comprendre que, de toute façon, la partie qu'ils jouent est perdue d'avance : c'est l'action internationale. Les arguments d'après lesquels l'action internationale, que ce soit celle de l'ONU ou celle des différents pays démocratiques "provoquerait" l'extrême droite et les militaires en France ne tiennent aucun compte des leçons de l'histoire et de la politique; les chefs du complot déclencheront celui-ci s'ils se sentent forts - ils ne le déclencheront pas s'ils se sentent battus d'avance - même s'ils se sentent "provoqués".

L'importance de l'action internationale pour la paix en Algérie ne devrait pas dans ces conditions échapper aux citoyens d'un pays comme la Suisse. Si la perspective que je dessine est vraie, si elle a même une seule chance sur trois de se réaliser, alors vous devez réfléchir à ce qui se passerait à vos frontières, aux menaces de contagion, à l'influence de la guerre civile ou du fascisme en France sur la situation en Europe. Il s'agit d'un domaine trop proche de vous pour que le conformisme lénifiant auquel vous a habitués une partie de votre presse puisse encore être toléré. J'aurais voulu sonner le tocsin parmi vous; j'espère que cette lettre pourra vous faire sentir une partie de ce que je sens.

Claude Bourdet

* * *

L'A.G.E. DE GENEVE : HISTOIRE D'UNE TRAHISON

Nous ne sommes pas restés sans inquiétude à la suite des nouvelles alarmantes qui nous sont parvenues concernant la situation actuelle de l'AGE de Genève: finances de l'AGE aux mains du Sénat universitaire, interdiction de la vente des cours photocopiés etc. A ce propos, un camarade de Genève nous a fait parvenir le texte suivant :

Pour la n ième fois en quelques années, l'AGE de Genève a cet été fait figure de "traître" aux yeux des dirigeants étudiants lausannois et neuchâtelais. Ce fait mérite quelques commentaires. Il est en effet l'aboutissement d'une politique locale menée pendant un an, d'une politique personnelle - celle de quelques responsables de l'AGE de Genève. L'année 1959 - 1960 fut à l'autre bout du lac un temps de longue crise, qui allait atteindre son apogée en juillet 1960; à ce moment-là, les relations entre le Conseil (assemblée des délégués de Facultés) et le Bureau (exécutif) arrivèrent à un tel degré de tension, que le Président se trouva au bord du renvoi, bien qu'il fut à la veille de l'expiration de son mandat.

On assista au départ massif des délégués, qui, déçus ou dégoûtés, ne se représentèrent pas aux élections. La crise ainsi déclenchée a ouvert une phase critique pour les nouveaux élus, partagés entre la tendance zofingienne et l'indifférence. Si elle n'est pas surmontée, cette phase critique conduira peut-être à la disparition pure et simple de l'AGE. Déjà les subsides officiels (fr 7.- par étudiant) n'ont pas été versés cette année, mais bloqués sur ordre du Sénat; de plus, l'activité propre de l'AGE est directement menacée. Par exemple la vente des cours dactylographiés a été interdite.

Que s'est-il donc passé l'an dernier ? Tout d'abord, le nouveau Bureau est très mal parti. Le Président désigné entrainé en charge avec le sérieux handicap d'une élection de nécessité", résultant de la vaine recherche d'un autre candidat. De plus, le Bureau était composé exclusivement de nouveaux membres, n'ayant pour la plupart jamais fait

partie du législatif de l'AGE. C'est faire preuve d'une indiscutable bonne volonté que d'accepter un poste sans candidat; mais est-ce suffisant ?

La situation était difficile, mais le Bureau résolu de travailler et de serrer les coudes pour accomplir oeuvre utile. A Lausanne, lors d'une réunion consacrée à un cours de cadres de l'UNES, on rencontra les autres Romands; comment ne pas voir là le présage d'un travail en commun enthousiasmant ?

Pourquoi n'en fut-il rien ? Parce que la crise devait éclater trop tôt : au sein du Bureau, le sommet (Président et vice-Président) se détacha très vite des autres membres et garda seul le contact avec Lausanne et Neuchâtel. Simultanément, le Bureau traita le Conseil en quantité négligeable, ne le convoquant plus que rarement et inaugurant ainsi toute une série de violations des statuts. De plus, l'opposition entre la politique personnelle de certains dirigeants (connue seulement en partie) et l'opinion du Conseil se manifesta violemment et troubla les rares séances. Il faut toutefois reconnaître que, dans ces conditions, la politique de ces dirigeants n'était peut-être pas mauvaise; elle fut malheureusement mal exposée. Son caractère d'intrigue devint bientôt manifeste et éclata au grand jour. C'est alors seulement que les autres membres du Bureau apprirent des faits capitaux tels que: la politique préconisée par les autres sections romandes, son élaboration présentée comme un fait accompli, etc. Ils protestèrent de leur ignorance devant le Conseil, présentant ainsi un front désuni et rapidement divisé.

Résumons-nous : ces dirigeants adoptèrent en fait les principes de la politique suivie par les sections de Lausanne et de Neuchâtel; mais ils eurent le tort immense de cacher au Conseil (mais pourquoi?) les lignes directrices de cette politique; ils ne prirent pas la peine (mais pourquoi?) d'expliquer en assemblée cette politique à laquelle ils donnaient personnellement leur adhésion, et au service de laquelle ils mobilisaient officiellement les effectifs de leur Université. C'est ainsi qu'éclata au grand jour la carence de ces dirigeants

et qu'on décida à Genève qu'il fallait soit les juger, soit incriminer leur action. Le Conseil décida d'un coup la double opération, mais il eut le tort d'incriminer d'abord une politique dont on ne lui présentait que des fragments disparates. Il est temps de dire ici clairement que jamais le Conseil des étudiants de Genève, ni par conséquent les étudiants eux-mêmes, n'ont vraiment connu la politique des responsables romands réunis, ni son élaboration.

Au milieu de l'année législative, le Bureau faillit éclater. Finalement un seul membre le quitta. Il s'en expliqua à la fin d'une séance dans un discours violent, mêlant les attaques personnelles aux arguments plus généraux. Le Conseil, plus surpris qu'impressionné, n'y comprit pas grand-chose. Dès lors, le fossé creusé entre le Bureau et le Conseil allait s'élargir. Aux attaques dirigées contre le Président succédèrent des motions de défiance à l'égard des décisions prises par lui au sein du Cartel (ignoré) - ce qu'il cacha soigneusement à ses collègues romands. Au printemps 1960 pourtant, les décisions du Cartel allaient avoir une conséquence publique : les communiqués dans la presse. Le Conseil découvrit tout. C'est alors seulement qu'il apprit l'existence du Cartel, présidé par celui qu'il défiait dans ses motions ! Les délégués commencèrent à comprendre ce fait plus grave : par l'intermédiaire d'une marionnette aux mains des Lausannois et des Neuchâtelois, ils allaient endosser la responsabilité d'une politique, évidemment contestable à leurs yeux.

Ils réagirent vivement... dans la dernière séance 1959 - 1960 du législatif. Le livre blanc du Cartel contre l'UNES, entaché d'injures à l'égard des Suisses alémaniques (et regretté aujourd'hui, semble-t-il, par ses rédacteurs), fut découvert et rendu public. C'est ainsi qu'on dénonça l'irresponsabilité et la culpabilité de la présidence. Le livre blanc fut dénoncé, mais son fond échappa totalement à l'attention des délégués qui ignoraient tout des préoccupations du Cartel (et auquel ils contestaient l'appartenance de Genève.)

Le Conseil décida de ne pas ratifier les statuts du Cartel

qu'on lui présenta alors, et de marquer le désaccord genevois en envoyant des délégués à une Assemblée générale de l'UNES à Lucerne. Ceux-ci furent désignés dans le Conseil et choisis pour leur innocence; ils s'empressèrent de voter à Lucerne le projet de l'UNES en matière sociale (élaboré par la GESA).
La trahison était consommée !

A. Muller

* * *

FLASHES

De "France-Observateur" du 10 novembre dernier, sous le titre "M. Joxe et l'UNEF" :

Au cours du débat sur le budget de l'Education nationale, le rapporteur U.N.R., M. Clermontel, a demandé à l'Assemblée de refuser toute subvention à l'UNEF.
"Nous demandons à M. le Ministre de ne rien donner des deniers de l'Etat à cette association qui n'a plus de national et de français que le nom, de retenir les crédits aussi longtemps que les étudiants n'auront pas changé leurs dirigeants ni modifié leur attitude".
M. Joxe s'est évidemment empressé de répondre à l'attente des parlementaires. Il l'a fait en restant dans la ligne bien connue: "Je ne conçois pas qu'un organisme qui se dit corporatif, comme si la jeunesse était un métier, s'empare de prérogatives qui n'appartiennent qu'à l'Etat". En conséquence de quoi le ministre entend "chercher la jeunesse là où elle est et non dans ses minorités organisées".
Le ministre a cédé aux députés. L'UNEF n'aura pas de subventions "parce que les mêmes causes produisent les mêmes effets", autrement dit tant qu'elle refusera de collaborer à la politique gouvernementale.

* * *

Faisant allusion à la manifestation de l'UNEF, M. André FIGUERAS écrit dans "La Nation Française" du 2 novembre :

"La mort, il est vrai, fait aujourd'hui une peur affreuse à nos gens de gauche, même lorsqu'ils sont jeunes. Ah! ce n'est certes pas eux que l'on verra marcher, que l'on verra courir, à des morts glorieuses et belles". Etc....!

* * *

Une dépêche UPI publiée à OSLO le 7 novembre, et reproduite dans la FAL du même jour nous apprend que:

"Par 186 voix contre 7, l'Association des étudiants norvégiens a adopté une résolution s'élevant contre "Ces tentatives du gouvernement français d'enrégimenter l'opinion et d'engager des poursuites contre des individus ou des organisations opposés à sa politique."

Sans prendre parti sur le fond du "manifeste des 121", la résolution des étudiants norvégiens dénonce les sanctions prises à l'encontre de certains signataires. L'association regrette également les saisies de journaux et la suppression des subventions de l'UNEF à la suite de la prise de position de cette organisation sur la guerre d'Algérie.

La résolution des étudiants norvégiens a été remise hier à l'Ambassade de France à Oslo par une délégation de 3 membres.

* * *

"Sans une aide fédérale annuelle d'un ordre de grandeur de 35 millions, l'Université suisse entrera dans la nuit. En fait, elle baigne déjà dans une lueur crépusculaire"

(Discours du Recteur sortant de charge,
le prof. R. Matthey).

* * *

Dans le genre "Mentalité bien de chez nous", ce "Dont acte" paru dans la Feuille d'Avis de Lausanne du 4 octobre dernier :

"P.R., libraire, condamné par contumace à 2 ans de prison par le Tribunal de grande instance de Besançon, dans l'affaire Jean Mayerat, ne peut être confondu avec Pierre (André) Rieben, fils de Werner Rieben, étudiant à la Faculté de droit de Lausanne qui ne s'est jamais occupé de politique agissante en suivant ses études."

Encore un !

* * *

A la suite de la mort survenue à Genève de monsieur Félix-Roland MOUMIE, leader de l'U.P.C., plusieurs fédérations d'étudiants africains ont adressé la lettre suivante à notre ambassadeur à Paris.

Monsieur l'Ambassadeur,

Les organisations signataires ci-dessous ont été informées :

1. des conditions "mystérieuses" qui ont entouré l'assassinat par empoisonnement de leur camarade et ami Félix-Roland Moumié, Président de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) sur le territoire helvétique.
2. des tergiversations de la police suisse qui ne semble pas mener l'enquête avec toute la diligence que requiert la gravité de l'événement.
3. de la main basse faite par la police suisse sur les valises de leur camarade et ami, malgré les protestations de l'Ambassadeur de la République de Guinée (notre camarade et ami Félix-Roland Moumié jouissait de la protection diplomatique guinéenne).
4. des difficultés apportées, de connivence avec le gouvernement colonialiste français, à l'éventuel transfert de la

dépouille mortelle de Félix-Roland Moumié en terre africaine.

Les organisations signataires élèvent la protestation la plus énergique et la plus indignée contre l'attitude inadmissible des autorités helvétiques qui pourtant passent pour "neutres".

Elles exigent :

1. que le gouvernement suisse prenne des mesures adéquates pour garantir la sécurité des biens et des personnes sur son territoire.
 2. qu'il fasse diligence afin que les auteurs de l'odieux assassinat soient rapidement arrêtés et que toute lumière soit faite sur cette tragique disparition.
 3. que le gouvernement helvétique facilite le transfert de leur camarade et ami Félix-Roland Moumié en terre africaine.
- En tout état de cause, les organisations soussignées préviennent le gouvernement helvétique que la jeunesse et les peuples africains, douloureusement émus par le lâche assassinat de ce GRAND PATRIOTE, sauront tirer toutes les conséquences logiques qui découlent du comportement des autorités suisses en cette circonstance-

Paris le 7 novembre 1960

- Section de France de l'Union des Populations du Cameroun (UPC)
 - Territoire de France du Parti Africain de l'Indépendance (PAI)
- en association avec
- La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) et sa section territoriale
 - L'Union Nationale des Etudiants du Kamerun (UNEK)

"L'Allemagne sans miracle d'Hitler à Adenauer"

Heinz Abosch - Coll. Les Temps Modernes, Julliard

"Désarmement et démilitarisation complets de l'Allemagne et suppression ou contrôle de toute industrie allemande pouvant servir à des fins militaires;"

Accords de Potsdam, 1945.

"On ne peut exiger qu'un peuple aussi viril que le peuple allemand soit désarmé"

D.D. Eisenhower, 1958

"Le mythe Adenauer" de Dzélépy, analysé dans le Bulletin no 2, (mai 1960), était avant tout centré sur la personne même du vieux chancelier. Il démontrait magistralement l'influence immense de cet homme, tant sur la politique allemande que sur celle de tout l'Occident. Mais il y manquait une image de la "nouvelle" Allemagne, étudiée non plus seulement au travers d'Adenauer, mais dans les réalités multiples du pays.

Le livre d'H. Abosch vient combler cette lacune. Partant des jours sombres de la défaite, il suit la réédification du pays pas à pas, dans tous ses aspects - politique, militaire, économique et culturel- et clôt son étude par quelques pages lucides et objectives sur l'autre Allemagne. Mai 1945 : Abosch décrit ce monde hallucinant qu'était l'Allemagne vaincue, monde de ruines et de peur, atteint dans sa substance même, où l'homme, toute dignité bannie, ne songe plus qu'à une chose : survivre. Mais les mauvais souvenirs se sont dissipés comme un cauchemar, l'Allemagne de 1960 a relevé la tête; sa production est deux fois plus importante qu'avant la guerre, elle produit plus d'acier que la Grande-Bretagne et la France : 1957, 25 millions de tonnes contre 22 en Grande-Bretagne et 14 en France. En 1957 toujours, elle peut livrer 850'000 voitures de tourisme contre

700'000 en Angleterre et 650'000 en France. La même année, 560'000 logements ont été terminés, contre 300'000 en Grande-Bretagne et 280'000 en France! Le standard de vie du pays est parmi les plus élevés, ses villes se hérissent d'immeubles ultra-modernes, d'usines et de hauts-fourneaux.

Comment expliquer cette transformation radicale? On a parlé de l'énergie tenace de l'Allemand: certes, c'est un facteur important. Mais on a aussi parlé de "miracle"... L'auteur détruit ce mythe commode, pour rétablir les faits: la remontée extraordinaire de l'Allemagne date du jour où, de vaincue, elle passa au statut d'alliée. Voilà le fond du "miracle".

Mais le changement fut trop brutal. "Hier au ban de l'humanité, honnis et punis, les Allemands devenaient d'un coup dignes de figurer dans la grande coalition pour défendre la liberté du monde. Du même coup, la lutte contre le nazisme et le militarisme passait à l'arrière-plan. Pour l'Occident, la lutte primordiale contre l'URSS exigeait la collaboration des militaristes allemands. La "rééducation démocratique", qui avait commencé sous des auspices favorables, s'en trouvait dévaluée et devenait un thème pour humoristes. Le démenti que les Occidentaux infligeaient à leurs propres déclarations de principe ébranlait le cours de la démocratisation et décourageait le désir de participer à la vie politique, condition essentielle d'une société démocratique".

Nous sommes dès lors bien loin de la révolution morale prônée par le professeur Röpke, condition à ses yeux primordiale d'une véritable transformation de l'Allemagne; ce qui intéresse l'Allemand moyen, c'est l'économie, l'avantage personnel, le salaire et le cours des actions. Le reste est sans importance, particulièrement la politique. Il place sa confiance en des dirigeants dont il s'occupe le moins possible. Le passé se couvre d'un voile épais; on n'en parle plus, on est Allemand de 1960, défenseur en première ligne de la Civilisation occidentale.

Car le nationalisme a vécu. Dans le terrain vague laissé par le nazisme, l'américanisme a fait irruption, transformant la manière d'être, de penser, et même de parler. "Si l'on cherche à définir le type idéal de cette société, il faudrait désigner l'industriel ou le financier, brassant des affaires multiples, homme riche possédant une voiture élégante, nonchalant dans ses manières, sérieux et sportif, très homme du monde international, se sachant parfaitement chez lui à Londres, Paris ou New-York. Le représentant de la même couche sociale, il y a 30 ans, était fermement "national", appartenait aux "Casques d'acier" ou au S.A., et soulignait à tout bout de champ sa fierté d'être Allemand". Abosch analyse ensuite les circonstances qui présidèrent à la création de la République Fédérale Allemande (RFA). Il parle du désir d'une Allemagne forte devant le bloc de l'Est, de la création du mark-ouest qui permit de rétablir les structures de l'Ancienne Allemagne, du refus de toutes les propositions russes tendant à sauvegarder l'unité du pays. Du blocus de Berlin en 1948, l'auteur affirme qu'il donna à la solidarité entre vainqueurs occidentaux et vaincus, - fondée jusque là d'une manière purement rationnelle, et par conséquent inefficace - une base émotionnelle profonde. Cela est, en effet, significatif: dès 1948, le pays entier va être mobilisé dans la croisade "occidentale" contre le communisme; pour la sauvegarde du monde "libre" et des valeurs chrétiennes. Abosch montre comment l'Etat allemand en vint, du fait même de son anti-communisme outrancier, à s'appuyer sur les couches conservatrices où les idées fascistes et réactionnaires étaient les plus ancrées.

Mais, en dehors de cet anti-communisme généralisé et devenu religion d'Etat, l'Allemand - nous l'avons dit - ne fait pas de politique; l'aventure est économique. L'Allemagne, n'ayant plus de production d'armement (du moins jusqu'à ces dernières années), ni de guerre coloniale à soutenir, a pu reconstituer son potentiel économique en un temps record grâce à un effort

33

d'investissement immense: 24% du revenu national brut contre 19% en France. La guerre de Corée va lui donner l'élan nécessaire et la relancer sur le marché international: alors que les grands pays industriels "poussent" leur production d'armement, l'Allemagne développe ses industries et peut répondre aux demandes qui pleuvent de partout. De nouveaux débouchés s'ouvrent bientôt à elle dans le tiers-monde. Actuellement, les exportations constituent le $\frac{1}{4}$ du revenu national. Mais il faut, hélas! noter que l'économie est en partie aux mains des grands chefs d'industrie du IIIème Reich. Alfried Krupp, condamné à Nuremberg, a retrouvé ses usines; Flick contrôle le groupe Mercedes; Abs est à nouveau directeur de la Deutsche Bank; Haberland - Winnecker, autre condamné de Nuremberg, est à la tête d'I.G. Farben. Ces hommes jouissent d'un véritable pouvoir politique occulte qu'entraîne la très forte concentration économique.

Mais on peut se demander si la renaissance de l'industrie ne favorise pas du même coup la naissance d'un nouveau prolétariat, groupé en syndicats qui exerceraient un rôle actif et progressiste dans le pays. Il ne semble pas que ce soit le cas: "malgré sa puissance apparente - écrit l'auteur - le mouvement syndical se trouve placé devant des problèmes cruciaux, ceux de sa propre destinée. Il englobe 6 millions d'adhérents versant des cotisations importantes ... il dispose de grands moyens financiers, d'une banque, d'immeubles, d'écoles, de bureaux de toutes sortes ... le tout dominé par un appareil organisé et travailleur. Mais tout cela semble tourner un peu à vide ... une grande partie des membres est apathique et inactive. La disparition de l'idéologie syndicale se fait sentir ... Il n'est pas nécessaire de s'y (au syndicat) donner corps et âme ... Là aussi, le refus de la politique et de l'idéologie en général est manifeste. A l'origine organisations de transformation sociale, ces syndicats se sont mués en machines à gagner de l'argent. Leur esprit a changé en conséquence".

Ce manque d'idéal, que trahit l'orientation prise par le mouvement syndical, est général. L'égoïsme matériel règne et la réunification, par exemple, qui entraînerait une diminution du niveau de vie, n'est réellement demandée par personne.

Cet égoïsme mène à une confusion des valeurs étonnante: l'art est assimilé, digéré, ravalé. On parle sur le même ton léger de vernis à ongles et de Brancusi, de Kafka et de champagne, dans de somptueuses revues sur papier glacé. L'art est industrialisé en quelque sorte, ou alors - c'est le cas de la littérature - éclate en chapelles, cultive un certain hermétisme qui est fuite devant la réalité. Même phénomène pour le cinéma: rares y sont les tentatives d'un examen sincère de la situation allemande. Films, livres, peintures ne sont là que pour embellir la vie, non pour la mettre en question.

La presse est sans opinion, cultivant le conformisme le plus gouvernemental ou les nouvelles scandaleuses. Les rares journaux d'opposition restent sans influence, parce que peu lus.

Abosch résume ainsi sa réflexion: "Toute la culture est soumise à l'influence puissante du conformisme, quotidiennement secrété par la société industrielle. La discipline du travail, la loi du grand nombre, le flot massif de la production, tout cela constitue une mécanique à laquelle personne ne peut échapper. Cette uniformisation alliée au processus de restauration aide tout naturellement au rétablissement des valeurs politiques et culturelles les plus usées. Le fait que le régime doive son origine, non pas à un mouvement puissant du peuple, mais à l'inspiration des occupants a par ailleurs entraîné de lourdes conséquences: le règne des auteurs étrangers, l'atrophie des forces de création propres, le besoin d'imitation".

L'opposition est très faible. Devant la prospérité régnante, le parti social-démocrate a renoncé à ses idéaux démocratiques. Il veut se laver de tout passé socialiste et s'aligne chaque jour davantage sur les thèses gouvernementales. L'aile marchante

se recrute parmi les intellectuels et dans l'Eglise protestante, autour du pasteur Niemöller. Elle est neutraliste et condamne l'anti-bolchévisme dangereux d'Adenauer. Mais elle n'a que peu d'influence sur le pays.

A propos de l'Autre Allemagne, Abosch écrit: "Il est certain que l'Allemagne de l'Est a connu jusqu'ici un des régimes les plus pesants de tout le bloc communiste ... En présence des objectifs catégoriques de la politique russe et de la pression de l'Ouest, les dirigeants devaient suppléer à l'absence d'une large adhésion populaire par des mesures de coercition. Dans un milieu de pauvreté, leur régime n'a pas été caractérisé par l'épanouissement de la liberté, mais par un effort véritablement spartiate où le travail et la discipline ont primé tout le reste. Ce régime, né et grandi dans des conditions aussi défavorables, ne peut être considéré comme un exemple et un aboutissement. Tout au plus est-il un commencement dont il faut suivre les développements ultérieurs".

En fait, souligne l'auteur, malgré les campagnes de dénigrement menées par l'Allemagne de l'Ouest, ces dernières années ont vu une profonde transformation s'opérer en RDA.

L'enseignement universitaire, par exemple, a été l'objet d'un effort tout particulier: 65% des effectifs étudiants proviennent de la classe populaire (5% en RFA). L'Université de Leipzig compte aujourd'hui 14'000 étudiants, contre 7'000 en 1933.

Sur le plan économique, "depuis 1953, les prélèvements soviétiques sur la production courante ont cessé, et en 1956 l'URSS a même accordé, avec un retard de 10 ans sur les USA, un crédit de sept milliards et demi de roubles.

Une industrie lourde a été créée de toutes pièces: la RDA produit actuellement un million sept cent mille tonnes de fer, c'est-à-dire huit fois plus qu'avant la guerre. Sa production industrielle la place en 5ème position derrière l'URSS, la RFA, La Grande-Bretagne et la France, tandis que son exportation de machines la classe au 4ème rang dans le monde. C'est surtout ce dernier fait qui laisse apparaître le caractère technique hautement développé de la

production. 60% de l'exportation sont constitués par les produits métallurgiques finis. L'exportation totale a augmenté de moitié pendant les 5 dernières années, l'ensemble de la production a doublé par rapport à 1936".

Aujourd'hui la RDA n'a pas encore rattrapé le niveau de vie de la République Fédérale, mais ses chances de le faire sont plus grandes chaque jour. "La vie quotidienne d'un habitant de la zone soviétique - dit un rapport du gouvernement de Bonn (!) - ne se distingue guère de celle de la République Fédérale ..." Tandis que la propagande occidentale parle constamment de l'existence d'un appareil de parti et de police surveillant tout le monde, une enquête faite par la même publication a constaté l'exagération d'une telle affirmation.

"Un jour pas très lointain - écrit l'hebdomadaire "Der Spiegel" - il pourrait se faire que le gouvernement de la RDA ait derrière lui la majorité de la population. Ce jour sera arrivé lorsque la RDA aura définitivement rattrapé le retard qu'elle a encore."

A la lecture de cette étude approfondie, (on regrette seulement que l'auteur ne développe pas plus largement le chapitre consacré à la RDA), nous découvrons que le fameux miracle, loin d'être une "mutation", n'est que la survie de l'ancienne Allemagne, sous un aspect différent. On s'est, dit Abosch, beaucoup plus attaché à coller des étiquettes qu'à créer quelque chose de neuf.

Et la question se pose alors, angoissante: Quand et comment l'Allemagne va-t-elle résoudre cette tâche toujours remise, quand va-t-elle balayer enfin les forces réactionnaires qui la tiennent depuis trop longtemps?

Olivier Pavillon.

* * *

A propos d'"Histoire de Nuit" de Sean O'Casey.

FACE ET MENSONGE

Dès le mardi 22 novembre, la "Compagnie des Neuf" joue au Théâtre des Faux-Nez "Pâques" de Strindberg et "Histoire de Nuit" de Sean O'Casey. Si je vous présente "Histoire de Nuit", c'est qu'O'Casey est méconnu, ce qui n'étonne personne à une époque où l'on applaudit Jean Anouilh et Marcel Achard. Ce qui est compréhensible si l'on connaît l'humour d'O'Casey, humour qui n'a rien de gratuit ou de rassurant, puisqu'il a l'indécence de se fonder sur une critique de la société. D'ailleurs, si l'on sait qu'O'Casey a succombé "à ces deux ennemis mortels du dramaturge: Strindberg et le communisme", c'est suffisant pour vous faire admettre qu'il méritait d'être voué au bûcher des sorciers. Sean O'Casey ne put apprendre à lire et à écrire avant l'âge de 13 ans, en raison de la misère et de la maladie. Pourtant, très jeune, il devint dramaturge et dénonça les causes de la misère du peuple irlandais. Il participa aux grèves de 1916 et fut un sympathisant de la Révolution d'Octobre. Ses pièces choquèrent parce qu'elles soulevaient le masque de la réalité; on entendit un critique irlandais éructer cette stupidité encore actuelle: "On va au théâtre pour s'élever l'esprit, et non pour y voir un évêque endosser la paternité d'une prostituée." Comme s'il y avait des putains en Irlande! Les causes du puritanisme n'échappaient pas à O'Casey. "La chair, c'est le diable!" est une devise qui maintient l'ordre. Parce que goûter à la chair fortifie la volonté d'être heureux sur terre, encourage à ne plus accepter la misère et le mépris, et conduit ainsi à contester le pouvoir existant. O'Casey engageait le peuple à refuser la résignation évangélique, l'attente du miracle qui aide à supporter la misère, et à laquelle l'Eglise propose une issue extra-terrestre pour mieux camoufler ses causes réelles. Le pouvoir eut l'avant-dernier mot et O'Casey dut s'exiler.

"Histoire de nuit" fut publiée en 1951. L'auteur l'appelle un "Anatole Burlesque". Cette oeuvre fait partie de ces pièces importantes d'O'Casey où son génie éclate dans la satire, dans la bouffonnerie. Elle répond à l'une des préoccupations majeures du dramaturge : la dénonciation de la prudence, complice du maintien d'une domination politique qui lui faisait écrire : "C'est sous le manteau de leur souci de moralisme qu'ils imposent leurs vues politiques".

Les indications scéniques sont d'une extrême précision et témoignent du talent d'O'Casey qui prévoit avec ironie les moindres détails du décor : "un guéridon portant une palme dans un pot de fleurs vernissé", "vers la fenêtre, un lampadaire garni d'un abat-jour de soie rouge à longues franges", "près de la cheminée, une paire de souliers jaunes". Les personnages sont, eux aussi, situés avec exactitude; "il y a en elle quelque chose de païen", c'est ainsi que l'auteur présente Miss Nightingale, jeune fille folâtre à qui Mulligan déclare après l'avoir "soumise" à son ardeur sexuelle : "il est obligatoire d'exprimer sa contrition après un tel péché".

Pour Mulligan, le puritanisme est un moyen hypocrite de faire carrière. "Histoire de nuit" met en évidence la contradiction qui le fait trébucher, la lutte entre les prétentions idéalistes et la réalité de la vie à laquelle il doit échapper pour sauver sa réputation.

La légèreté de Miss Nightingale, son défit doit être considéré comme une protestation des femmes contre l'avenir de la vieille fille idiote ou de mère épuisée qui les attend.

Une oeuvre trop actuelle pour ne pas la voir.

Gérald Mury

* * *

MOI ET LES AUTRES, de G. Dubal, psychanalyste
"Actualités pédagogiques et psychologiques"
(Delachaux & Niestlé)

"L'homme est le reflet de l'Univers"
L. de Vinci

La table des matières explicite parfaitement le contenu de cet ouvrage :

L'homme et son prochain
L'enfant et son problème
L'avenir de la pédagogie
Pensées pédagogiques
Le monde de la projection
Psychanalyse de l'activité créatrice
Psychanalyse des valeurs

Sur quelles bases notre représentation du monde repose-t-elle ? Comment aborder le problème de la connaissance qui est souvent interdit par les tabous de notre enfance ? Cet ouvrage est un essai de réponse à ces questions et à notre problème humain.

Sa lecture nous oblige à sortir de notre impasse pour entrevoir les perspectives ouvertes sur l'homme, la société et l'univers, et nos possibilités de créer avec les mêmes procédés que la Nature.

* * *

B I B L I O G R A P H I E

Nenni	20 ans de fascisme (Maspero)	12.95
Gilbert Mury	Essor ou déclin du catholicisme français (Editions Sociales)	10.75
Jean-Cl. Poulain	L'Eglise et la classe ouvrière (Editions Sociales)	6.65
Jean Amsler	Hitler "Le Temps qui court" (Seuil)	5.05

Henri Claude	Gaullisme et grand capital (Editions Sociales)	6.65
Cholokhov	Don Paisible, tome IV (Julliard)	9.80
Claude Simon	La Route des Flandres (Editions de Minuit)	16.10
Simone de Beauvoir	La Force de l'âge (Gallimard)	
Pirandello	Comme tu me veux (L'Arche)	3.40
Calderon	Le Schisme d'Angleterre (L'Arche)	3.40
Tchékhov	Théâtre complet, tome II (L'Arche)	7.55
Jules Roy	La Guerre d'Algérie (Julliard)	9.80
Noël Favrelière	Le Désert à l'aube "Documents", (Ed. de Minuit)	8.20
Andrée Michel	Les Travailleurs algériens en France (Travaux du Centre d'études sociologiques du CNRS)	12.95
Les Lettres Nouvelles No 6 : J.-J. Mayoux -	Le roman anglo-saxon et les symboles	14.20
Les Lettres Nouvelles No 7 : Jeunes écrivains français		7.05
Esprit No 11	: La Sexualité	7.15
Les Temps Modernes août-septembre 1960 (après saisie)		6.--
Cahiers Internationaux No 114 : La décolonisation en marche		2.25
Arguments No 19	: L'Art en question	3.40
Théâtre Populaire No 39 : une pièce inédite de Michel Vinaver, etc.		4.40

* * *

A propos de Paul NizanDE LA SAGESSE A LA REVOLUTION

Les éditions Maspéro ont fait paraître cette année, sur l'initiative de Jean-Paul Sartre, deux essais de Paul Nizan. Il s'agit d'abord de "Aden Arabie" (Coll. Cahiers libres, No 8), publié avec une importante préface de Sartre, et de "Les Chiens de garde", qui enrichit la collection des "Textes à l'appui". L'initiative sartrienne est une contribution à l'amitié : Sartre et Nizan ne furent-ils pas compagnons d'études à Normale Supérieure ? De plus, elle s'avéra nécessaire du fait qu'"on" ne lui a jamais pardonné d'avoir quitté le parti communiste en 1939. Il fut mis dès lors en quarantaine, preuve chez beaucoup d'intellectuels de gauche d'un aveuglement coupable. Nizan, loind'être le traître obsédé par sa trahison qu'"on" a voulu voir en lui, est bien au contraire le révolté par excellence, avec ce que le terme comporte d'individualisme, et surtout le révolutionnaire prêt à engager la lutte. Les derniers mots d'"Aden Arabie" nous transmettent l'implacable volonté révolutionnaire de Nizan : "Il ne reste plus des voyages que de grands désordres d'images : la déroute des ennemis des hommes, des troubles sur la surface de la terre et quelques hommes en veston noir, les bras ouverts sur le pavé, au milieu de la place déserte de la Concorde". Ces quelques mots contiennent à la fois tout l'espoir de Nizan dans la lutte révolutionnaire, toute sa terrible et meurtrière hargne contre l'ennemi de l'homme qui, dans son oeuvre, est tout à tour l'"homo economicus", le flic, le philosophe, mais toujours le bourgeois, et enfin cette sorte de cynisme cinglant qui est sa manière propre, marque d'une cruauté froide et sans passion, à la mesure de la monstrueuse duperie qu'exerce la bourgeoisie sur ceux qu'elle exploite; à la mesure aussi de son propre déchirement.

Paul Nizan, ce pourrait bien être n'importe lequel d'entre nous. Ce sont exactement nos conditions de vie qu'il connaît:

la jeunesse, l'université avec sa collection de pions si parfaitement engagés dans la tradition bourgeoise, le colonialisme. Notre université, avec son refus catégorique de s'intéresser à ce qui a été écrit en matière de philosophie depuis 1930, où l'on attend pour en parler que Monsieur Sartre soit mort, peut-être parce que nos braves vieux experts n'en ont pas lu un traître mot, n'est pas plus régénérante ni plus tonique sans doute que cette vénérable Ecole Normale Supérieure au temps où Nizan s'y morfondait jusqu'à avoir envie de se suicider. Dans "Aden Arabie", il raconte son évvasion de cette sorte de musée Grévin. Nous sommes vers 1925, Nizan n'est à ce moment-là nullement politisé. Il est seul et tragiquement angoissé; peur panique d'une chose envahissante qui ressemble au néant de la mort, et qui se révélera être la bourgeoisie. Le séjour à Aden provoque cette terrible prise de conscience de la haine et de la nécessité de tuer la France des Brunschwig and Co. Ce récit est une longue allégorie : à Aden, la réalité apparaît brusquement sous sa couleur la plus crue et la plus dégoûtante. Les morts qu'on y fait se mettent vite à puer sous l'ardeur du soleil : on ne peut en cultiver longtemps le souvenir national. "Voici ce qu'il y avait à comprendre, dit Nizan, Aden était une image fortement concentrée de notre mère l'Europe... quelques centaines d'Européens reproduisaient avec une extraordinaire précision les dessins que composent à une plus large échelle les lignes et les rapports de la vie dans les terres occidentales." Mais c'est du moins un avantage qu'il faut reconnaître au colonialisme : ceux qui vivent dans ces terres exploitées ne cachent généralement pas cette exploitation, l'hypocrisie est ici sans utilité. Les pays dits civilisés ont parfois quelques scrupules à avouer la dictature de l'argent; aussi la couvrent-ils d'un voile de bienséance dont la philosophie et les hautes valeurs spirituelles (on pourrait presque le mettre entre guillemets) font volontier office. A Aden, on n'a nul besoin de l'art." Quand on essayait de parler des Beaux-arts, cela sonnait si faux et si vain que tout

le monde se taisait. On sentait qu'il était inutile de prendre ce déguisement au sérieux." Pour voler un vieux sourd-muet un peu demeuré, une équipe de gangsters n'a pas besoin de tout un attirail; elle ne met pas à ce travail le soin qu'elle mettrait à attaquer une banque. La situation est à peu près la même ici. On y vole sans se gêner du tout, on entre, on prend et on ressort. De l'exploiteur, Nizan brosse dans "Aden Arabie" une image précise; il est celui qu'il appelle l'"homo economicus", le trafiquant qui se vante d'avoir su être actif, alors qu'au fond il n'a fait que suivre la filière que ses pères ont ouverte. Dans "Les Chiens de garde", l'ennemi de l'homme prendra un visage plus profondément dessiné encore; mais on retrouve déjà dans le type de l'"homo economicus" cette suprême hypocrisie de l'exploiteur qui calme périodiquement ses scrupules de conscience en allant écouter déclamer du Shakespeare à Stratford, aussi naturellement qu'il calmerait ses envies érotiques en allant dans un bordel. Jamais l'ennemi, chez Nizan, n'est totalement étranger au monopole culturel que la bourgeoisie accapare avec soin. C'est dire que ce monopole culturel est une arme en même temps qu'une couverture. C'est à lui, en ce qu'il a de fondamentalement hypocrite, que s'en prend Nizan dans "Les Chiens de garde". On peut être frappé de la rigueur de pensée de cet ouvrage. Le sort de la philosophie y est philosophiquement réglé. Mais on peut être choqué tout aussi bien de ce que Nizan juge bon d'user de procédés aussi faciles qu'une confrontation des énoncés philosophiques de "ces messieurs du sublime" avec les nouvelles les plus terribles des journaux. A ce régime-là, Sartre lui-même tiendrait-il la comparaison ? Il y a une distance tellement monstrueuse entre ces deux sortes de réalité, et qui prête une telle apparence de futilité aux élucubrations de Monparodi sur la Vérité qu'une sorte de méfiance s'impose. Elle n'est pourtant pas fondée. Ce qu'il faut voir surtout, c'est que la Revue de Métaphysique et de Morale est placée sur le même plan d'officialité que n'importe quel quotidien gouvernemental, et que ses données constituent bien en effet la réponse de l'élite culturelle gouvernementale aux nou-

velles des journaux. Oui sans doute, les philosophes sont les protégés du régime, ils sont les "chou-choux" un peu lèche-cul du gouvernement, mais surtout ils protègent l'Etat de leurs doctrines. Les journaux répandent sur le monde une information sanglante et dangereuse, le gouvernement demande aux philosophes, en réponse, de répandre leurs doctrines lénifiantes et abstraites. Par l'intermédiaire de l'Ecole, le gouvernement inculque au peuple ce qu'il veut, et les philosophes sont ses poules aux oeufs d'or. On leur donne pour penser des bureaux insonorisés, des tours d'ivoire hermétiques - ils en ont besoin - et les bonnes paroles pondues à la chaîne sont immédiatement mises en conserve, et, comme les paroles gelées dont parle Rabelais, passent par les laboratoires des services de l'Etat, et reparaissent emballées de papier cellophane, prêtes à la consommation dans les manuels scolaires. L'écolier y trouve sa bonne raison d'être bourgeois : "Tout bourgeois peut être fier de sentir battre en lui un esprit capable de créer la physique newtonnienne et la relativité généralisée." écrit Nizan; mais il affirme aussi que "la philosophie dirige les hommes sur des voies de garage." Les philosophes sont d'abord des chiens de garde, et leur travail n'est en ceci guère plus honorable que celui de la meute des flics. "Les jours de premier mai, le long des grands boulevards, on rencontre les masses bleues des défenseurs de l'ordre... mais voici qu'il faut penser que ces déchets humains font le même travail que les purs et vénérables penseurs auprès de qui nous avons grandi... Les porteurs de fusils et les arrangeurs de pensée poussent à la même roue et portent l'eau au même moulin."

Mais pour être bourgeoise, cette philosophie ne possède-t-elle pas du moins une vérité ? Bergson a prétendu que le temps n'a aucune part dans la formation des idées. Spinoza, né deux cents ans plus tôt n'aurait pas dit autre chose que ce qu'il a dit. Donc, selon Bergson, les Idées existent en soi, et il suffit

après tout d'être bon trapéziste pour saisir une de ces Idées qui pendent du ciel et pour s'y balancer à loisir. Nizan s'en indigne. Comment ces pentifes osent-ils affirmer qu'ils ont des communications secrètes avec la philosophie? Allons donc ! Ils ne sont guidés que par des raisons extrinsèques. Et puis la vérité, c'est que les philosophes disent n'importe quoi; ils cancanent à tort et à travers; ou plutôt, ils cancanent selon les intérêts de la bourgeoisie. Mais que la guerre soit déclarée, et on verra ces messieurs tourner au vert et cesser leurs simagrées culturelles. Leurs philosophies de combat seront vraisemblablement moins "culture française". N'a-t-on pas vu ces dernier temps tout l'arrière-ban des représentants de cette "culture" quitter leurs "hommes de bonne volonté" pour signer un contre-manifeste des 121 ? "Des philosophies ouvertement réactionnaires affirmeront les exigences matérielles de la domination bourgeoise", annonce Nizan

Mais surtout, la confrontation constante de la soi-disant vérité philosophique avec les journaux témoigne chez Nizan d'une angoisse primordiale, celle du concret. Lui-même, qui n'eut jamais à éprouver les difficultés de la vie matérielle, de la pauvreté, de la maladie, découvre d'abord le concret dans l'existence de son corps et dans la peur de la mort : impossibilité de considérer ce corps comme un vulgaire larbin de l'esprit. La mort est d'abord la mort de ce corps, dans toute sa froideur hideuse : "La mort me dégoûte si elle est vraiment cela, si elle est moins la négation de tout ce qui va venir qu'une disposition encore humaine comme la maladie, le froid, la douleur physique". Allez donc essayer de faire entendre raison à ce Monsieur avec des concepts philosophiques. Il vous répondra qu'une vessie n'est pas une lanterne, mais une poche à urine, et il aura parfaitement raison. On peut dire de Nizan qu'il court après le concret. Il aimerait une philosophie qui tienne compte des fatigues de ceux qui travaillent à la chaîne; il aimerait concilier la révolte et la philosophie; mais chaque fois qu'il penche du côté de l'esprit, le concret s'échappe de nou-

veau. La révolte ne peut être autre chose que l'action. Au contraire, les philosophes éprouvent chaque jour que leur précieuse pensée n'éclôt que dans la plus grande tranquillité. Il leur faut ce coffret satiné pour y enfermer leur trésor spirituel, et seul un gouvernement bourgeois le leur donne. Alors, les philosophes démissionnent. Ils mettent dans leur chambre une photographie de l'Homme en soi, et c'est à lui qu'ils s'adressent. A cette échelle-là, bien sûr, tout s'arrange tout seul. La guerre et le colonialisme deviennent de très bonnes choses où les hommes ont tout loisir de devenir des héros, où les pseudo-docteurs Schweizer ont tous loisirs de se découvrir des vocations. Il en résulte une telle satisfaction pour les philosophes! "Ils sont assis dans la paix du Seigneur", dit Nizan. Mais nous vivons une époque où les pensées doivent être des armes. "Quiconque veut penser aujourd'hui humainement pensera dangereusement". Et même, Nizan ne croit pas beaucoup, et nous non plus, aux vertus d'une nouvelle philosophie humaine, vraiment humaine. Un temps viendra sans doute où, de toutes façons, il vaudra mieux "penser à des armes que penser à des pensées". Comme on le voit, la critique de la philosophie abstraite (et elle n'est que cela, en dépit de la promesse des philosophes) n'aboutit pas à une autre abstraction, même révolutionnaire. Le sens du concret de Nizan est encore plus développé que cela. Dans "Aden Arabie", le gros industriel anglais qui se vante d'avoir pu être actif n'est, lui aussi, qu'un fantôme abstrait. Ne se contente-t-il pas de gagner de l'argent sous forme de chèques? ne se contente-t-il pas de signer des actes, d'acheter des actions? L'"homo economicus" est tout aussi abstrait que le philosophe. Il n'a aucune commune mesure avec le peuple qui gagne de l'argent liquide, et qui ainsi le voit disparaître chaque mois avec une angoisse qui ne doit rien à la métaphysique. A ce degré-là, le sens du concret de Nizan ressemble à une obsession. Il revêt un aspect figuratif à l'extrême : Nizan essaie par des images de nous faire sentir le poids de cette réalité

physique. Ainsi, ce qui brime notre liberté, c'est par exemple cette impossibilité de descendre plus bas dans la mer que la cale du bateau qui nous emmène à Aden. Nous ne pouvons pénétrer dans les airs et dans la mer que dans une caisse. Impossible conciliation entre l'esprit et le corps: ceux qui travaillent avec leur corps n'ont pas le loisir de penser par surcroît. Ainsi, plutôt que de faire venir à eux les travailleurs, les philosophes du peuple, ceux qui aiment l'homme et ne le considèrent pas comme un reflet, vont venir à eux par leur action. C'est à eux que revient Nizan à son retour d'Aden. Il s'y ennuyait, il avait compris que les voyages ne changent rien à la réalité; au contraire, les voyages sont pour ceux qui pratiquent la politique de l'autruche. Nizan, parti de France, les bourgeois se frottaient les mains: "que d'autres abandonnent la partie, comme lui, et notre liberté sera totale; nous ferons de la France une nouvelle terre coloniale, où il ne sera pas nécessaire de mettre des formes philosophiques à l'exploitation". Mais Nizan les entend et revient. Il s'ennuyait à Aden, il parlait du champ qu'il aurait aimé cultiver en France, lui, le sédentaire par excellence, et pourtant, lorsque le bateau qui le ramène touche Marseilles, son cœur ne bat pas de joie, mais de haine. Aden lui a montré au grand jour et en plus grand (Aden n'est-elle pas une serre où le soleil développe les vices bourgeois comme des boursoufflures voyantes) ce qu'est la ruse de la bourgeoisie et ce qu'est l'horreur de l'exploitation. Il faut maintenant leur déclarer la guerre. "Cette guerre est entièrement privée de noblesse ... c'est une lutte où vous méprisez vos ennemis, vous qui voulez être des hommes ... il est question d'une destruction, et non pas d'une simple victoire qui laisse debout l'ennemi ... Que pas une de nos actions ne soit pure de la colère."

Avec moins de violence peut-être, mais avec tout autant de décision, "Les Chiens de garde" appellent à la révolte: cette philosophie d'Etat ne meurt pas, il faut la tuer. Les philosophies ont tour à tour mis au point leur robot. Les Grecs ont inventé le Sage, les Chrétiens le Saint,

le Héros, les philosophes bourgeois ont remplacé ces modèles par celui du Citoyen. Mais ce dernier était plus que les autres un modèle abstrait. Leur Citoyen pensait que c'était une grande et bonne chose que d'aller se battre pour sa patrie, qu'il était noble et grand d'aller ouvrir des hôpitaux et de faire des routes en Algérie. Avec Marx, Nizan propose un nouveau type philosophique qui concilie l'action et la pensée: c'est le "révolutionnaire professionnel". En proposant ce type, Nizan nous montre que dans la philosophie nouvelle, il n'est pas temps d'élaborer des doctrines bien ordonnées; commençons par détruire les vieux systèmes officiels. "On ne saurait se proposer qu'un type d'homme qui va vers la révolution, mais qui ne l'a pas encore faite." Et nous ne pouvons pas nous dire, en 1960, que, Dieu merci, le travail est fait. L'appel de Nizan ne nous concerne pas moins que n'importe qui d'autre.

Anne-C. Savary

* * *

Les ouvrages de Nizan et tous les livres mentionnés plus haut dans la bibliographie peuvent être obtenus aux :

EDITIONS DE LA CITE

10 Route de Genève, Lausanne

LA NOUVELLE RESISTANCE ITALIENNE.

Nous avons souligné à plusieurs reprises dans le "Bulletin" l'importance capitale de l'action menée par l'UNEF et par certains groupements de jeunesse dans le combat que les forces véritablement démocratiques ont entrepris en France contre la guerre d'Algérie. Nous avons également mis en relief le rôle primordial joué par les étudiants dans les révolutions de Corée, de Turquie et de Cuba. Nous désirons aujourd'hui mettre en évidence le fait suivant: à savoir qu'il n'est pas nécessaire d'être en guerre, en période de révolution ou de pré-révolution pour mener une telle action. La montée du fascisme, quoi qu'on en dise, sourd de partout et à chaque instant. C'est pourquoi il importe à la jeunesse de partout de rester vigilante, et d'être prête à chaque instant à tenir son rôle moteur et progressiste. Les événements survenus en juillet 1960 dans la région de Gênes en sont l'illustration. Ce texte de Madame Maria Brandon-Albini est tiré de la Revue "Les Temps Modernes" (numéros 173-174). Nous remercions vivement la direction des T.M. qui nous a aimablement autorisés à reproduire cet article.

La signification de ce qui s'est passé en Italie en juillet 1960, et qu'une certaine presse cherche à défigurer ou à minimiser, est assez bien définie par un mot de Carlo Levi: Il s'agit d'une nouvelle résistance. Disons plutôt que c'est une nouvelle vague de la Résistance tout court. Car ce mouvement, le seul vraiment national et vraiment populaire de l'histoire italienne contemporaine - celui de 1943-1945, - est apparu tout à coup comme le point de départ d'une action menée surtout par la jeunesse et finalement par toutes les classes travailleuses. Dès que les chefs du M.I.S. (la nouvelle organisation fasciste qui se réclame de la

"République de Salò" de Mussolini), ont osé annoncer leur congrès à Gênes, toute la Ligurie s'est mise en mouvement. Dans les montagnes qui entourent la ville, et où tant de villages furent ratissés par les nazis et les fascistes, commandés par ces mêmes nervis qui dirigent aujourd'hui le M.I.S., même les curés qui furent des résistants parce qu'ils avaient vu leurs ouailles déportées par les S.S., ont relevé le défi. Tous, jeunes et vieux, anciens maquisards et fils de maquisards, ils se sont adressés à leurs anciens chefs, à l'A.N.P.I. (Association des partisans) pour leur demander de s'entendre et d'agir. Ceux-ci ont convoqué le peuple. Et ils ont été surpris, débordés par une réponse à leur appel qu'ils n'imaginaient ni si forte, ni si enthousiaste. Un peu figés dans leur gloire, avaient-ils, comme tous les anciens combattants, perdu le contact vivant avec les nouvelles générations? Toute la Ligurie afflua à Gênes, ville héroïque de la Résistance. Et l'on assista à ce paradoxe: les "chefs" antifascistes étaient moins à gauche que leurs troupes, et celles-ci moins à gauche que la foule; et cette foule était bien plus unie que les syndicats, partis et politiciens ne l'étaient entre eux, même pour cette manifestation unitaire. Spontanément, c'est la foule, et avant tout la jeunesse, qui donna son caractère résolu au mouvement.

Comme on sait, les manifestations continuèrent ensuite à Reggio Emilio, à Bologna, à Rome, à Naples et à Palerme, sans oublier Milan et Turin. A Palerme, coïncidant avec des tentatives de fermer certaines usines et d'oublier certaines promesses d'industrialisation de la capitale sicilienne, elles se sont teintées d'une plus nette revendication économique. Les jeunes, affamés, condamnés au chômage avant d'être des hommes, furent les plus acharnés: si bien que la presse baptisa ce mouvement celui des "tricots rayés,"

des "magliette à strisce", ces tricots de coton que portent les adolescents italiens des classes pauvres. Partout les manifestants ont été matraqués, foulés au pied, mitraillés par les C.R.S. (Les "Celere"), déchaînés, à cheval ou en jeeps. Le gouvernement maintenant démissionnaire, et derrière lui la Confédération du patronnat, tentèrent l'épreuve de force. C'est que ces classes, ces forces sociales dirigeantes étaient dupes de **désirs** qu'elles prenaient pour une réalité; elles comptaient sur l'indifférence, l'apolitisme des masses des grandes villes du Nord où, pensaient-elles, quelques hauts salaires dans les industries avaient été aux ouvriers leur mordant. Le tableau d'une classe ouvrière du Nord gavée par quelques privilèges, brimée dans les usines par une tatillonne persécution voilée de "human relations", d'une classe ouvrière gagnée aux idées du néo-capitalisme avait fini par devenir pour eux un dogme. Ils durent déchanter. Non seulement ces ouvriers sont restés agressifs et vivants, mais ils savent descendre dans la rue aussi bien pour défendre leurs salaires, que pour faire respecter la Constitution, la Résistance, mots magiques qui ont conservé leur pouvoir.

Cette "nouvelle vague" de la jeunesse italienne avait été cachée par tant de choses! La T.V. italienne ne déverse-t-elle pas ses chansons à la guimauve et ses programmes où leur américanisme de bas étage prend le relais de la presse du coeur et des magazines illstrés (Maria Grazia, Oggi, etc)? Dans cette oeuvre de dépolitisation, l'Eglise joue un rôle de premier plan; elle laisse s'étendre une presse où la coiffure de Farah Dibah, les maternités de Grace Kelly, les folies de la Callas et d'Onassis sont traitées en affaires d'Etat. Elle accepte tout pourvu qu'on ne parle pas de socialisme, de syndicalisme et de lutte de classes. Et c'est elle qui, au lieu de lutter pour un véritable christianisme, a lié son sort temporel aux grands capitalismes étrangers, à la Confindustria, à Franco, à Bonn, rêvant d'un salazarisme italien!

Mais la jeunesse n'a pas été dupe. Malgré une école qui

arrête l'enseignement de l'histoire à 1930 pour éviter de décrire les luttes de la Résistance et la guerre contre le fascisme, malgré cette école toujours menacée par le cléricalisme et l'obscurantisme, elle s'est révoltée. Contre la carence des partis de gauche, des centrales syndicales, des organisations populaires trop enclines à s'occuper de stratégie parlementaire ou de propagande, les jeunes ont montré qu'ils voulaient autre chose : un but vrai.

Qu'on lise ces quelques déclarations glanées dans la presse de gauche : "Un jeune terrassier dans une cave de tuf, 24 ans, dit : "Pour moi, le fascisme, c'est ça : le patron. Je ne m'occupais pas de politique, de manifestations. Maintenant je suis changé parce que la situation, elle, ne change pas. Je suis jeune, je dois vivre. Alors, il faut lutter. Il faut se révolter contre tout ce qui arrive." Il déclare que les manifestations des jeunes au Japon l'avaient "avili". Il sentait qu'il était seul à vouloir lutter. Il découvre tout à coup, à Rome, à Porta San Paolo, qu'il est, qu'ils sont légion. "Je suis antifasciste et je suis pour la Résistance parce que je veux être un homme moderne; l'on ne peut pas être moderne aujourd'hui si l'on n'est pas contre cette société vieillie. Nous devons avancer, gagner notre lendemain."

Un étudiant dit : "Comment aurai-je les contacts directs que je voulais ? Je venais dans vos sections communistes; j'avais mille demandes dans ma tête, je n'ai pas eu de réponse. Pourquoi ne nous parlez-vous plus du marxisme?" Pour ce jeune homme sans parti, étudiant lycéen, la manifestation de la porte San Paolo à Rome a été sa première manifestation politique.

Un autre étudiant d'Université de 21 ans déclare : "Les organisations estudiantines ont trop de formules, trop d'arides schémas en face du mouvement de la dernière génération. Les dirigeants des jeunes sont prudents, dominés par des soucis tactiques. Certains jeunes démocrates chrétiens raisonnent comme de vieux notables : des amis socialistes et radicaux préfèrent les opérations de salon et de couloir entre quelques amis intimes à la

lutte claire, politique, idéale. Même les jeunes communistes sont figés dans la recherche d'une certaine unité tandis que celle qui existe vraiment parmi les jeunes est mal appréciée par eux... Nous avons de la peine à nous reconnaître en eux... En Italie on ne veut pas du nouveau fascisme clérical, il faut miser sur la révolution démocratique, revenir à la Résistance et reprendre en partant de là le processus interrompu. Je suis content d'avoir été à Porta San Paolo et d'avoir commencé à mûrir dans la pratique les idées que je commençais à me former..."

Ces quelques citations peuvent suffire. A ceux qui s'essouffent à monter en épingle les exploits de quelques blousons noirs, la jeunesse a répondu: les empêcheurs de danser en rond ont balayé d'un coup les illusions des classes dirigeantes. Les nouvelles générations ne se laissent ni berner, ni mener dans le havre d'un néo-capitalisme paternaliste. Ces mêmes jeunes gens, ces mêmes ouvriers, qui boude les réunions de parti ou de syndicat, d'organisations qu'ils estiment figées, sont prêts à descendre dans la rue dès que le but leur apparaît. Aujourd'hui, c'est la révolte contre le congrès du M.I.S.; demain ce sera pour d'autres causes. Telle est la leçon des événements.

.....

Maria Brandon-Albini

* * *

TOP SECRET : DU MEPRIS A LA REALITE

De Patrice Lumumba, la presse occidentale s'est appliquée, avec méthode et persévérance d'ailleurs, à donner une image grotesque. "Lumumba court toujours !" lisait-on dans les gazettes. Mais le mépris est déjà une forme de cécité, et les difficultés rencontrées par le Premier ministre congolais ont d'autres causes que l'incapacité à gouverner, que l'inexpérience politique, que l'inculture dont on a généreusement voulu, en Europe, lui faire don. On oublie un peu trop volontiers qu'à l'âge atomique le Congo reste un point d'une importance capitale : c'est sur son territoire, en effet, que se trouvent les mines d'uranium qui fournissent la matière première indispensable à la fabrication des armes nucléaires. Pouvait-on alors croire sérieusement que les grandes puissances allaient assister impassibles au déroulement des événements, d'autant que Patrice Lumumba, peu avant l'accession à l'indépendance de l'ancienne colonie belge, donnait à l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel" un interview pour le moins significatif ? Ces propos concernent précisément la distribution des matières premières radio-actives. Ils n'ont certes pas manqué de susciter maints froncements de sourcils :

Spiegel : comme vous le savez, des traités secrets ont été passés pendant la seconde guerre mondiale entre la Belgique d'une part, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'autre part. Etait en cause : la livraison de l'uranium du Katanga. Ces traités existent encore. Ils ont été prolongés en 1955. Que pensez-vous de ces arrangements ?

Lumumba : de quoi s'agit-il en particulier dans ces traités ?

S : de l'obligation pour la Belgique de livrer l'uranium aux puissances en question à un prix très bas. Le Congo belge a vendu par les accords de 1944 sa production totale d'uranium aux Etats-Unis et à l'Angleterre. En 1955, les livraisons furent ramenées à 90%

de la production afin que la Belgique puisse mettre sur pied sa propre industrie atomique. Depuis 1957, les deux puissances reçoivent encore le 75% de l'uranium du Congo.

L : Nous le savons, l'uranium du Katanga est livré sous nos yeux aux Etats-Unis presque tous les jours.

S : Allez-vous remettre en question ce traité, ou au contraire le respecterez-vous ?

L : La Belgique a conclu de nombreux traités au nom du Congo avec des puissances étrangères. Aussitôt qu'un gouvernement congolais sera établi, il examinera ces traités avec le gouvernement belge. S'il trouve des traités qui sont préjudiciables aux intérêts de l'Etat congolais, ils devront être changés, améliorés ou dénoncés.

S : Il existe certaines puissances pour lesquelles le développement futur de leur potentiel - en ce qui concerne les diamants ou l'uranium - présente une importance vitale.

L : Nous le savons. C'est pour cela que nous avons demandé que le gouvernement belge n'accepte plus d'obligations concernant le Congo sans l'accord de la délégation congolaise à Bruxelles. Nous avons aussi demandé que nous soit remise une liste de tous les traités conclus au nom du Congo.

S : Aussi des traités secrets ?

L : Nous avons demandé une liste de tous les traités. Donc aussi des traités secrets...

S : ;. qui pourtant ne sont pas connus de la plupart des Belges.

L : La Belgique nous accordera l'indépendance dans quelques semaines. Nous la souhaitons totale. Au 30 juin, nous serons souverains au sens international du terme; nous avons le droit de dire : tous ces traités ne lient plus le nouveau Congo. Le peuple congolais n'a pas été consulté. Nous ne savons rien. Et, dans notre intérêt, nous pouvons au moins une fois savoir ce que la Belgique a fait en notre nom.

La conversation entre Patrice Lumumba et le journaliste allemand est de nature à jeter un jour nouveau sur le destin étrange du Premier ministre de la jeune République congolaise. On a toujours prétendu en vouloir à sa conception quasi despotique du pouvoir; on lui a fait grief aussi de proclamer le Congo unitaire, au lieu du Congo fédéraliste

préconisé par Joseph Kasavubu et par Moïse Tschombé, le Katangais. Ces préoccupations-là méritaient-elles réellement autant d'attention de la part des journalistes occidentaux? Ou faut-il croire plus simplement que ceux-ci n'avaient pas eu connaissance de l'intérêt porté par Patrice Lumumba à ces matières premières radio-actives? Ce n'est certes pas là la cause de la disgrâce qui l'a frappé, et qui le maintient dans l'isolement politique. Mais c'est en tout cas un des éléments susceptibles d'y avoir grandement contribué.

La leçon des choses a parfois une étrange **savour**.

H.L.M.

* * *

LES ACTIVITES DU MDE : SEMESTRE D'HIVER

Conférences

Nous prévoyons une conférence de Bernard Dort sur "Le Théâtre épique de Brecht", au mois de décembre.

Bernard DORT, chef de file de la critique brechtienne en France, est actuellement le seul critique de théâtre vraiment qualifié : on lui doit entre autres la seule critique pénétrante sur "Les Séquestrés d'Altona" de Sartre, in "Théâtre populaire", décembre 1959.

Au mois de janvier, Lucien Goldmann nous parlera du "Concept de vision du monde".

Lucien GOLDMANN est actuellement le penseur le plus original au sein de la pensée marxiste qu'il tente de libérer du dogmatisme de la période stalinienne. S'inspirant largement des oeuvres de jeunesse de Georg Lukacs (en particulier de son ouvrage essentiel "Histoire et Conscience de Classe" récemment paru aux éditions de Minuit) Goldmann applique les méthodes de la sociologie marxiste et du matérialisme dialectique à la recherche littéraire. Il a mis au point dans "Le Dieu caché" (étude de la vision tragique chez Pascal et Racine) ainsi que dans les "Recherches dialectiques", une méthode de critique littéraire entièrement nouvelle, la seule - avec la psychanalyse existentielle, dont elle pourrait constituer un premier "moment" - qui envisage l'oeuvre et son auteur dans leur totalité synthétique, dans leurs rapports dialectiques avec le monde et la société.

La vision du monde, en tant que structure intellectuelle, affective et pratique, constitue l'irréductible auquel aboutit la méthode de Goldmann, et exprime le rapport au monde de l'auteur étudié : ainsi la vision tragique chez Pascal et Racine, comme dans la philosophie critique de Kant - déchirement de la conscience en face d'une transcendance inatteignable, le Dieu caché - est dans l'histoire de la conscience occidentale la charnière entre les indi-

vidualismes idéalistes et la pensée dialectique. On doit à Lucien Goldmann des articles extrêmement pénétrants parmi lesquels nous signalerons ses plus récents : l'un, sur Chagall (Annales de sociologie publiées par le CNRS, juillet 1960) ouvre des perspectives passionnantes pour une critique sociologique, en esthétique. Un autre sur "Le Balcon" de Jean Genet (Temps Modernes, mars 1960), aborde la pièce de Genet comme l'expression inconsciente des transformations économiques et politiques de notre société au cours des 30 dernières années.

Nous avons prévu une conférence de M. Jean Paul Sartre. Mais sa récente inculpation - nous a-t-il répondu - lui interdit de quitter la France.

Séminaire sur la neutralité suisse

Les séances ont lieu au "Carnotzet" à 20 heures, sauf la séance du 24 novembre qui a lieu au "Café vaudois", Place de la Riponne.

24 nov. : M. J.-Ch. Biaudet, prof. à la Fac. des Lettres traitera l'historique du problème de la neutralité suisse.

1er dec : Les différentes formes de neutralité

15 dec. : La neutralité suisse et l'économie européenne

19 janv. : Les Institutions internationales

2 fév. : La neutralité suisse vue par nos dirigeants

16 fév. : La neutralité suisse depuis 1945

Autres manifestations

Le 10 décembre, au Caveau des Quatr'Zarts (Escaliers du Marché), aura lieu une vente de livres des "121" en faveur des fonctionnaires signataires de ce manifeste, victimes des mesures de suspension.

D'autres manifestations sont d'ores et déjà prévues. Nous vous en ferons part sitôt que leur élaboration sera achevée.

COMITE DU M. D. E.

Président	: R. Berthoud
Vice-Président	: Anelyse Cuneo
Secrétaire	: O. Pavillon
Relations extérieures	: Ph. Schwed - G. du Pasquier
Presse	: M. Contat
Archiviste	: S. Goujon

* * *

Table des matières

Editorial	page 1
Exposé de B. Antenen (1er novembre)	8
Messages	14
Lettre de M. Cl. Bourdet	17
L'AGE de Genève : Histoire d'une trahison	23
Flashes	26
A propos de Félix Moumié	28
"L'Allemagne sans miracle" de H. Abosch	30
Sean O'Casey : Face et réalité	37
Bibliographie	39
A propos de P. Nizan : De la sagesse à la révolution	41
La nouvelle résistance italienne	49
Top secret : Du mépris à la réalité	54
Programme d'hiver du MDE	57
Comité	59

Ce bulletin, numéro 4, a été tiré à 550 exemplaires